



Investir dans les populations rurales

Burkina Faso

Projet de Gestion Participative des Ressources Naturelles et de Développement Rural du Nord, Centre- Nord et Est («Neer Tamba»)

Rapport de supervision

Rapport principal et appendices

Dates de la mission: 17 octobre au 2 novembre 2016

Date du document: 16/11/2016

No. du Projet: 1100001580

No. du rapport: 4231-BF

Division Afrique de l'Ouest et du Centre
Département de la gestion des programmes

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
A. Données de base du projet	1
B. Introduction	1
C. Vue d'ensemble de l'exécution du projet	2
D. Produits et effets	3
E. État d'avancement de l'exécution du projet	19
F. Aspects fiduciaires	21
G. Durabilité	28
H. Aspects environnementaux	30
I. Conclusion	30

Appendices

Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du Projet «Neer Tamba»	33
Appendice 2: Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits	36
Appendice 3a: Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus	39
Appendice 3b: État des mise en œuvre des recommandations de la 1ère mission de supervision	43
Appendice 4: État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)	48
Appendice 5: Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie	55
Appendice 6: Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement	58
Appendice 7: Gestion des savoirs: apprentissage et innovation	59
Appendice 8: Carte des visites de terrain	61

Sigles et acronymes

ACR	Assemblées Consulaires Régionales
ANO	Avis de non objection
AT	Assistance Technique
BN/CRA	Bureau National des CRA
CAF	Cellule Administrative et Financière
CAP	Comité d'Approbation Provincial
CCR	Cadres de Concertation Régionaux
CCP	Cadres de Concertation Provinciaux
CES/DRS	Conservation des Eaux et des Sols/ Défense et Restauration des Sols
CPM	Chargé de Portefeuille
CPA	Assistant d'Appui Programme
CPO	Chargé d'Appui Programme
CPS	Comité Provincial de Sélection
CRA	Chambre Régionale d'Agriculture
DGADI	Direction Générale des Aménagements et du Développement de l'Irrigation
DGCMEF	Direction Générale de Contrôle des Marchés et des Engagements Financiers
DGCOOP	Direction Générale de la Coopération
DGEP	Direction Générale de l'Economie et de la Planification
DGESS	Direction Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles
DGFOMR	Direction Générale du Foncier, de la Formation et de l'Organisation du Monde Rural
DR	Direction Régionale
DRCMEF	Directeur Régional du Contrôle des Marchés et des Engagements Financiers
DRENA	Direction Régionale de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation du Nord
DRF	Demande de Retrait de Fonds
ECD	Etat Certifié de Dépenses
FCFA	Franc de la Communauté Financière Africaine
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
FTS	Formations Techniques Spécifiques
IEC	Information Education et Communication
MAAH	Ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques
MEEVCC	Ministère de l'Environnement, de l'Economie Verte et du Changement Climatique
MINEFID	Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement
MOD	Maître d'Ouvrage Délégué
Neer tamba	«l'espoir qui nous réunit»
ONG	Organisation Non Gouvernementale

OP	Organisation de Producteurs
OR	Organisations Rurales
PAMO	Prestataire d'Appui à la Maîtrise d'Ouvrage
PPM	Plan de Passation des Marchés
PROFIL	Projet d'Appui aux Filières Agricole (projet du FIDA)
PTBA	Programme de Travail et de Budget Annuel
PV	procès-verbal
RAF	Responsable Administratif et Financier
RSE	Responsable Suivi Evaluation
SG	Secrétaire Général
STD	Services Techniques Déconcentrés
SYGRI	Système de Gestion des Résultats et de l'Impact
TDR	termes de référence
UAT	Unités d'Appui Technique
UGP	Unité de Gestion du Projet
USD	Dollar des Etats Unis
ZAT	Zones d'Appui Technique

A. Données de base du projet

Coût total:	109,44 millions de \$EU
Prêt FIDA 895:	14,49 millions de \$EU
Don FIDA 8111:	51,16 millions de \$EU
Don FIDA 8111 A:	14,49 millions de \$EU
Contribution de l'Emprunteur:	24,10 millions de \$EU
Contribution des bénéficiaires:	5,20 millions de \$EU

	Don 8111	Prêt 895	Don 8111A
Date d'approbation:	13/12/2012	10/04/2013	10/04/2013
Date de signature:	04/02/2013	07/04/2014	07/04/2014
Date d'entrée en vigueur:	30/08/2013	21/07/2014	21/07/2014
Date d'achèvement:	30/09/2021	30/09/2022	30/09/2022
Date de clôture:	31/03/2022	31/03/2023	31/03/2023
Taux de décaissement¹	2.18%	2.18%	2.18%

B. Introduction²

1. Une mission mandatée par le Fonds International de Développement Agricole (FIDA) et le Gouvernement a séjourné au Burkina Faso du 17 octobre au 2 novembre 2016, pour réaliser la deuxième supervision du Projet de Gestion Participative des Ressources Naturelles et de Développement Rural du Nord, Centre-Nord et Est (appelé aussi le Projet Neer Tamba).
2. L'objet de la présente mission était: i) d'évaluer l'état global d'exécution du projet; ii) de vérifier les produits et réalisations; iii) de passer en revue les aspects fiduciaires; iii) d'analyser l'état d'avancement de l'exécution du PTBA 2016; et (v) de formuler des recommandations pour résoudre les éventuels problèmes liés qui entravent l'exécution du projet et l'atteinte de ses objectifs.
3. A son arrivée à Ouagadougou, la mission a rendu visite à M. Moussa Maiga (Secrétaire Général) et M. Ousseni Sawadogo (Direction Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles - DGESS), tous deux du Ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques (MAAH) ainsi qu'à M. Gustave Bambara et M. Kabore Guétarim (DGEP) du Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement (MINEFID).
4. La mission s'est ensuite rendue dans les régions du Nord et du Centre Nord, zones qui n'avaient pas bénéficié de l'appui de la première mission de supervision de février 2016. Dans chaque région, elle a rencontré les principaux acteurs du Projet, visité quelques-unes des réalisations et tenu des réunions avec la Chambre Régionale d'Agriculture (CRA), les équipes techniques régionales et provinciales placées en leur sein avec l'appui du projet, les Directions Régionales de: i) l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques (DRAAH); ii) des Ressources Animales et Halieutiques (DRRAH) et iii) de l'Environnement, de l'Economie Verte et du Changement Climatique (DREEVCC).
5. La mission tient à remercier toutes les parties prenantes au projet pour leur mobilisation et contribution à l'avancement du projet et à l'organisation de la présente mission. Il s'agit plus particulièrement des bénéficiaires des sites visités, des autorités administratives (gouverneurs, secrétaires généraux, commissaires) et politiques (maires) des zones visitées ainsi que l'équipe de

¹ Hors dépôt initial

² Composition de la mission: M. Abdoul Barry, CPM/FIDA pour le Burkina Faso, M. Samir Bejaoui, Spécialiste en suivi-évaluation, Chargé de programme, FIDA, M. Ludovic Conditamé, Spécialiste en production agricole, CPO du FIDA au Burkina Faso, Mme. Karine Nikiéma, Chargée des aspects administratifs CPA, M. Cheikh Tidiane Sarr, Spécialiste en Génie Rural et Production agricole, Consultant et chef de la mission Technique, M. Alain Traoré, Spécialiste en développement de chaînes de valeurs et entreprises agricoles rurales, Consultant. M. Alou Abdou Karim, Spécialiste en gestion administrative et financière, Consultant a conduit sa mission au Burkina avant celle du groupe. Le Gouvernement du Burkina Faso était représenté par M. Ousseni Sawadogo représentant la DGESS/MAAH, M. Soulima Brahim de la DGESS/MRAH et, au titre du MINEFID, M. Kabore Guétarim de la DGEP et M. Banse Emmanuel de la DGCOOP; M. Drabo Drissa de la DGESS du MEEVCC.

l'Unité de Gestion du Projet (UGP) et le Bureau Pays du FIDA pour la qualité de l'organisation de la mission.

C. Vue d'ensemble de l'exécution du projet

6. Bien que les conditions d'entrée en vigueur du premier don du FIDA (8111, approuvé le 13 décembre 2012) aient été satisfaites dès le 30 août 2013, le projet n'a réellement démarré qu'en 2015 avec le lancement formel du Neer-Tamba le 4 juin 2015 à Yako. A l'exception du spécialiste en passation des marchés, tout le personnel clé de l'UGP est en place.

7. **Réalizations physiques et financières cumulées du projet.** A la date du 30/09/2016, le taux d'exécution physique global du projet était de 5,59%. Au 30/08/2016, le cumul des réalisations financières du Projet (FIDA et Etat) est estimé à 3,22 milliards FCFA pour un coût global du Projet évalué à la Formulation à 56,64 milliards FCFA, soit un taux d'exécution financière globale de 5,70% après 3 ans d'exécution.

8. **Exécution physique et financière du PTBA 2016.** Le taux d'exécution physique du PTBA 2016 était, au 30/9/2016, de 43,67% . Ce taux d'exécution faible s'explique partiellement par les tensions de trésoreries rencontrées par l'UGP ces derniers mois. Cependant, la projection des activités à mener jusqu'au 31 décembre 2016 permettrait d'atteindre un taux d'exécution physique du PTBA de 81,03% et ce sur la base des contrats signés et des engagements financiers déjà pris au moment de la présente mission. En termes de performance financière, le niveau d'exécution financière du PTBA 2016 est faible (30%) à quatre mois de la fin de l'année budgétaire; cela est essentiellement imputable à une mauvaise programmation financière du budget du PTBA, qui a eu comme résultante un budget ambitieux, notamment sur les infrastructures à réaliser.

9. **Décaissement sur Don Initial et le Prêt/Don Complémentaire.** La situation au 30/08/2016 montre que les décaissements du financement du FIDA sont respectivement de 4,15% sur le Don Initial et 4,20% sur le Prêt/Don complémentaire. En prenant en compte les DRF 04 et 06 en instance pour un montant de 690 574 USD, le taux de décaissements prévisionnel sur les ressources du Don Initial serait de 6% avant fin octobre 2016.

10. **Financement de la contrepartie.** Le Gouvernement participe en pari passu au financement du projet aussi bien en numéraire qu'en exonération de taxes sur les biens et services. Sur la période 2014/2016, le gouvernement a décaissé 56% des prévisions budgétaires. Spécifiquement à l'exercice 2016, le Gouvernement a décaissé 89% des Fonds de Contrepartie en numéraire budgétisé dans le PTBA.

11. Parmi les principales contraintes auxquelles le projet continue à faire face on retiendra: la difficulté des acteurs publics à s'approprier la stratégie et les instruments du projet; la non-soumission au projet de dossiers de demande d'appui pour les activités pouvant accroître la rentabilité des premières réalisations appuyées par le projet; le retard pris dans la mise en œuvre effective de la totalité des volets/instruments du projet; le besoin de lancer un nombre plus important d'activités eu égard à la capacité effective de l'UGP et des autres partenaires pour une mise en œuvre accélérée du projet.

12. La mission a constaté que le projet peut encore faire mieux s'il capitalise adéquatement sur les facteurs de réussite ci-après: i) l'implication des élus régionaux dans l'animation des CRA, ii) la dotation des CRA en ressources humaines nécessaires par le projet; (iii) la compétence et le dynamisme des équipes techniques régionales (aussi bien les Secrétaires Généraux que le personnel financé par le projet) sans compter l'appui constant et l'oreille attentive des gouverneurs et autres Haut-Commissaires et élus locaux.

13. Les instances de direction des CRA sont déterminées à intensifier leur plaidoyer politique vers une reconnaissance juridique de leur statut en vue de jeter les bases de la viabilité de leurs structures. Elles pourront ainsi, à l'instar la chambre de commerce, disposer d'un budget conséquent

pour faire face à leurs besoins et assurer la durabilité du projet grâce notamment au prélèvement d'une taxe sur les produits agricoles exportés ou commercialisés dans le pays.

D. Produits et effets

14. Les progrès réalisés dans la mise en œuvre du projet sont résumés ci-après pour chacune de ses composantes.

Composante I: Petits aménagements fonciers

15. La composante 1 comprend les volets: (i) aménagement de petits bas-fonds permettant une maîtrise partielle de l'eau, (ii) aménagement de petits périmètres maraîchers ou de puits maraîchers, (iii) aménagements individuels ou collectifs de parcelles agricoles et récupération de terres dégradées par des techniques de CES/DRS telles que les «zaï», les demi-lunes, les cordons pierreux, les digues filtrantes, etc., (iv) récupération de terres dégradées à vocation sylvo-pastorale ou agricole par des techniques mécaniques et/ou biologiques.

16. Les réalisations de cette composante dans le cadre du PTBA 2016 incluent l'aménagement d'un total de 3 694,5 hectares grâce à la mise en place de: demi-lune (154,5 ha sur 250 ha prévus soit 61,80%), Zaï (1 033 ha sur 1 125 ha prévus soit 91,83%), digues filtrantes (27 ha sur 290 ha prévus soit 9,31%), cordons pierreux (1 413,5 ha sur 1600 ha prévus soit 88,34%), récupération mécanisées (172 ha sur 500 ha prévus soit 34,40%), périmètres rizicoles pluviaux (PRP) (650 ha sur 600 ha prévus soit 108%), bas-fonds réhabilités (242 ha sur 300 ha prévus soit 80,67%) et périmètres maraichers (2,5ha sur 55 ha prévus soit 4,65%) au bénéfice d'exploitations individuelles ou de groupements divers. Par ailleurs les appuis institutionnels aux agences étatiques sont en cours mais nécessitent d'être accélérés pour pouvoir être exécutés avant la fin de l'année. Les taux de recouvrement des ententes foncières signées sont de 80% au Nord, 70% au Centre-Nord et 70% à l'Est. Les sites de bas-fonds aménagés (ou réhabilités) ont bénéficié d'un appui en intrants (semences et engrais) pour la mise en valeur.

17. L'approche de mise en œuvre prévoit le recrutement, pour chaque région, d'un Prestataire d'Appui à la Maîtrise d'Ouvrage (PAMO) pour accompagner chacune des 3 Chambres Régionales d'Agriculture (CRA) dans l'exécution des volets de cette composante du projet. Cependant, le recrutement des trois PAMO accuse un retard lié à la lenteur du processus de passation des marchés. En fin de compte, la date du mardi 15 novembre 2016 a été retenue comme date de démarrage des missions, sous réserve que les contrats soient signés et enregistrés à temps. Malgré la lenteur du processus de passation des marchés, il est encourageant de noter que les Prestataires retenus ont conservé plus de 85% du personnel clé proposé dans leurs offres initiales.

18. Par ailleurs, un atelier de dissémination des bonnes pratiques sur les aménagements CES/DRS, a été organisé à Kaya dans la région du Centre Nord, du 29 février au 1er mars 2016, en collaboration avec l'Université Libre de Louvain (UCL)/Belgique et le Programme Agrinovia de l'Université de Ouagadougou. Cet atelier qui a regroupé 76 participants dont 16 femmes, portait essentiellement sur la restitution des résultats d'une étude commanditée par la Division Afrique de l'Ouest et du Centre du FIDA sur les bonnes pratiques en matière de CES/DRS. Cette étude a abouti à une série de constats permettant de suggérer des pistes d'amélioration des appuis à la réalisation des aménagements CES/DRS ainsi que des perspectives d'inclusion des adaptations et innovations provenant de l'expérimentation paysanne. Cet atelier a permis de partager, avec l'équipe du Projet Neer-Tamba et ses partenaires de mise en œuvre (BN/CRA, CRA et STD du développement rural, Projets/Programmes, Institutions et ONG), les principaux résultats de l'étude. A l'issue de cet atelier, les participants se sont familiarisés à l'outil *IPAAD* (la disponibilité de l'Information, la Profitabilité, l'Accessibilité, l'Acceptabilité et la Durabilité) pour la caractérisation des bonnes pratiques en matière de CES/DRS.

Volet aménagement

L'aménagement de 6 000 ha de bas-fonds et de 600 ha périmètres maraîchers

19. La stratégie du Projet pour la réalisation des aménagements de bas-fonds se décline en deux approches. Une première approche qui privilégie la réalisation des travaux à l'entrepreneuriat suite à des études techniques faites par des Bureaux d'études privés spécialisés dans le domaine (ou par les entreprises de travaux, pour les bas-fonds à aménagement simplifié³). Et une seconde approche basée sur l'implication des bénéficiaires dans la réalisation des travaux à travers le principe HIMO (Haute Intensité de Main d'Œuvre).

20. En 2016, le Projet a retenu de réaliser de nouveaux bas-fonds/ périmètres maraîchers et de réhabiliter des bas-fonds dégradés qui ont perdu leur potentiel productif. Pour la réalisation de ces aménagements, la contribution demandée aux populations bénéficiaires portait sur la mise à disposition non onéreuse des carrières de matériaux et agrégats; la fourniture, en nombre suffisant et pour la durée requise, de la main d'œuvre non spécialisée nécessaire à l'ouverture des voies d'accès aux carrières; la collecte et le chargement des matériaux et agrégats.

21. Pour ces aménagements, l'appui du projet Neer-Tamba a porté essentiellement sur la réalisation des études techniques (étude diagnostic, Avant-Projet Détaillé -APD, levés topographiques), la prise en charge de tâcherons locaux, le transport des matériaux, la fourniture des matériaux spécifiques tels que le géotextile, la mise à disposition du petit matériel de chantier (pelles, pioches, dames, arrosoirs, etc.). Ce petit matériel a été rétrocédé aux bénéficiaires en vue de leur permettre d'assurer les travaux ultérieurs d'entretien et de maintenance des ouvrages. Le Projet a aussi assuré la prise en charge des agents d'appui conseil des Services Techniques Déconcentrés (STD), spécifiquement les Chefs de Zone d'Appui Technique en agriculture (ZAT).

22. ***La tenue des sessions des Comités d'Approbation des Projets (CAP) des sites de bas-fonds et de périmètres maraîchers présélectionnés lors des Comités Provinciaux de Sélection (CPS).*** Deux instances de sélection sont prévues dans ce projet pour le choix des sites de bas-fonds et des périmètres maraîchers à aménager: le Comité Provincial de Sélection (CPS) et le Comité d'Approbation des Projets (CAP) au niveau régional. Au titre du PTBA 2016, il était prévu d'organiser six (6) sessions des (CAP) (3 pour les bas-fond et 3 pour les périmètres maraîchers), soit deux (02) sessions par régions. Au regard des retards accusés dans la mobilisation des PAMO (Prestataires d'Appui à la Maîtrise d'Ouvrage), du démarrage tardif de l'activité et des besoins urgents d'appui aux populations pour la réalisation des aménagements rizières et maraîchers, l'UGP avait jugé utile de procéder, par concertation entre acteurs au niveau régional, au choix des sites définitifs à aménager. Les sites devant faire l'objet d'aménagement ont donc finalement été choisis conjointement par les CRA et les DR sur la base d'un certain nombre de critères préférentiels (accessibilité du site, motivation des bénéficiaires, absence de conflit foncier, etc.).

23. Dans le cadre des deux instances de sélection des projets d'aménagements (CPS et CAP) on vise un consensus sur le choix des sites, entre toutes les parties prenantes impliquées dans la mise en œuvre des projets d'aménagements à l'échelle provinciale et régionale. A l'évidence cette approche rallonge le processus de sélection des sites ce qui requiert une planification anticipée et rigoureuse afin d'assurer un processus de validation tant à l'échelle provinciale que régionale. Il est recommandé d'évaluer la pertinence de cette dualité de consensus à l'échelle provinciale et régionale au moment de la revue à mi-parcours. Si cela s'avère alors redondant et si le seul consensus au niveau provincial apparaît légitime et suffisant, alors la décision de supprimer un des niveaux d'approbation sera prise.

24. ***Recrutement des bureaux d'études pour la réalisation des études d'Avant-Projet Détaillés pour l'aménagement de 1 000 ha de bas-fonds:*** Le processus s'achèvera bientôt avec l'ouverture des offres financières en novembre et la signature des contrats avant la fin du mois de

³ Fait référence à l'aménagement de bas fond de faible superficie, à configuration topographique non complexe et pouvant être étudié et aménagé en entreprise.

décembre. Au niveau régional, la phase préparatoire de cette activité a permis de sélectionner des sites à travers la collaboration avec les Directions Régionales en charge de l'agriculture et les CRA. Mille (1 000) ha de bas-fonds ont été retenus dans les régions du Centre Nord (300 ha); de l'Est (300 ha) et du Nord (400 ha). La mobilisation prochaine du PAMO permettra de mettre en place l'assurance qualité requise pour ces études.

25. Au compte du PTBA 2016, il est prévu **l'aménagement de 600 ha de nouveaux bas-fonds de type PRP⁴** (250 à l'Est; 175 au Nord; 175 au Centre Nord) et **la réhabilitation de 300 ha de bas-fonds dégradés** (75 à l'Est; 100 au Nord; 125 au Centre Nord), dans l'optique de préserver leur capital productif et d'accroître la production et les revenus des communautés bénéficiaires. Au regard de la longueur du processus de recrutement des Bureaux d'Etudes et des Entreprises de travaux, le Projet Neer-Tamba a opté, pour une approche de mise en œuvre basée sur l'implication des bénéficiaires à travers des travaux communautaires suivant le principe HIMO (Haute Intensité de Main d'Ouvre). Ainsi, avec l'engagement et la participation des communautés bénéficiaires (travaux en HIMO), l'appui du Projet (équipement, prise en charge des travaux spécialisés) et l'appui-conseil du personnel des Directions Régionales en charge de l'Agriculture, au 30 juin 2016, près de **650 ha** de nouveau bas-fonds de type PRP (252 à l'Est; 183 au Nord; 215 au Centre Nord) ont été aménagés soit un taux d'exécution de **108.3%**⁵. Ce dispositif a aussi permis la réhabilitation de 242 ha de bas-fonds dégradés (67 à l'Est; 50 au Nord; 125 au Centre Nord) soit un taux de **80.7%**. Le niveau d'avancement global relatif à l'aménagement de bas-fonds (nouveau bas-fond et réhabilitation) est de **99.11%**.

26. L'implication des bénéficiaires à travers des travaux communautaires suivant le principe HIMO pour la réalisation des ouvrages a nécessité un renforcement des capacités de ces derniers. Aussi, en vue d'outiller les producteurs bénéficiaires des aménagements de bas-fonds (type PRP et réhabilitation) aux techniques d'aménagement, d'entretien et d'exploitation des bas-fonds, des sessions de formation sur chaque site à aménager dans les 3 régions ont été organisées. Au total 5 509 bénéficiaires ont été formés pour l'ensemble des 3 régions (1 925 au Nord, 1 559 au Centre Nord et 2 025 à l'Est). Dans les sites visités, la mission a constaté l'effectivité d'une bonne assistance technique aux producteurs en matière de production agricole par les STD en charge de l'Agriculture.

27. Au cours des visites de terrain, les bénéficiaires ont systématiquement insisté sur l'insuffisance des moyens d'accompagnement matériel (petit matériel agricole, intrant, etc.) par rapport aux besoins réels en termes de nombre d'exploitants concernés (dans le cas de groupement) ou à la superficie aménagée. **La mission recommande** (i) de livrer les moyens d'accompagnement dans les délais en vue de leur rotation entre l'ensemble des différents bénéficiaires; (ii) sensibiliser les binômes à l'échelle régionale ainsi que les rédacteurs endogènes afin de susciter une certaine synergie d'appui entre la production et la valorisation des produits agricoles et ce, dans un objectif de viabilité économique des parcelles ciblées. Un compte d'exploitation prévisionnel exhaustif devrait accompagner toute demande d'aménagement pour lequel le fond intrant devra également être reconstitué grâce aux bénéfices engendrés par la vente des produits agricoles qui ne seront pas autoconsommés.

4 **Les aménagements de « types Projet Riz Pluvial (PRP-Taiwan) »** font référence à un type d'aménagement de bas-fond développé par le Projet Riz Pluvial (PRP), financé par la république de Chine Taïwan. Ce Type d'aménagement consiste à la réalisation de diguettes en terre compactées. Il est annoncé dans le Référentiel Technique du Projet Neer-Tamba (voir DCP).

Les aménagements de « type Plan d'Action pour la Filière Riz (PAFR-Union Européenne) » font référence à un type d'aménagement de bas-fond développé dans le cadre du Plan d'Action pour la Filière Riz (PAFR), financé par l'Union Européenne. Ce Type d'aménagement consiste à la réalisation de diguettes en terre compactées, revêtues de géotextile et protégées par un enrochement de moellons. Il est aussi annoncé dans le Référentiel Technique du Projet Neer-Tamba (voir DCP).

Les « bas-fonds à aménagement simplifié » font référence à l'aménagement de bas fond de faible superficie, à configuration topographique non complexe et pouvant être étudié et aménagé en entreprise.

⁵ Ce taux de réalisation de 108.3% s'explique par le fait que deux bas-fonds prévus initialement pour être réhabilités (Tougouya Koko et Zankolga, dans la province du Zondoma, région du Nord) ont été abandonnés au profit de bas-fonds de type PRP.

28. La mise en place des Comités de Gestion (COGES) pour la gestion des parcelles aménagées dans les bas-fonds et la formation de leurs membres en gestion des bas-fonds.

Durant le premier trimestre 2016, les sorties d'information et de sensibilisation des porteurs de projets d'aménagement de bas-fonds et de périmètres maraîchers avaient été mises à profit pour partager avec les acteurs locaux la pertinence et la nécessité de la mise en place des COGES des terres bonifiées et de leur composition (structuration et prise en compte de la dimension genre). Avant le démarrage des travaux d'aménagement, des COGES provisoires ont été installés / redynamisés sur tous les sites (29 à l'Est; 16 au Nord; 22 au Centre Nord, soit un total de 67 COGES) conformément aux lois et textes en vigueur (loi 14). Généralement composé de sept (07) membres dont quatre (04) femmes, ces COGES provisoires seront confirmés avant le démarrage des formations. Les modules à dispenser et les TDR précisant l'organisation pratique des formations et les ressources à mobiliser ont été élaborés et validés. Les sessions de formations sont programmées au dernier trimestre de l'année 2016.

29. La mise en place des commissions d'attribution des parcelles aménagées dans chaque commune. Cette activité n'a été réalisée que dans la région de l'Est. Ainsi donc dans la région Est, les commissions d'attribution des parcelles ont permis de faire les attributions conformément à la réglementation en vigueur alors que dans les autres régions (Nord et Centre-Nord), on a dû recourir à des commissions ad hoc d'attribution des parcelles pour réaliser cette activité.

30. En effet, cinq rencontres provinciales se sont tenues entre le 8 et 11 juin 2016 pour la mise en place des commissions d'attribution des parcelles au niveau des sites aménagés. Conformément au cahier général des charges pour l'occupation et l'exploitation des terres aménagées pour cultures pluviales, ces rencontres ont été présidées par les Haut-Commissaires. Ces rencontres ont regroupé 148 personnes dont 19 femmes. L'une des difficultés rencontrées dans la mise en œuvre de cette activité a été la méconnaissance, par les autorités locales, du cahier général des charges pour l'occupation et l'exploitation des terres aménagées pour des cultures pluviales. Il est prévu d'y remédier par une formation appropriée en 2017.

31. Réalisation des études d'aménagement de périmètres maraîchers, l'UGP a signé deux contrats de prestation de service. Un premier contrat pour le diagnostic des sites de périmètres maraîchers; et un second contrat pour la réalisation des études d'avant-projet détaillé (APD) des périmètres maraîchers avec prise au fil de l'eau.

32. Le diagnostic des sites de périmètres maraîchers a été réalisé sur une superficie de 55 ha dans la zone d'intervention du Projet (ZIP). A l'issue de ce diagnostic, 20 ha de périmètres maraîchers ont été identifiés comme périmètres à aménager avec prise au fil de l'eau (type semi-californien) au Centre Nord et 35 ha à aménager à partir de puits (25 à l'Est et 10 au Nord).

33. Les études des 20 ha de périmètres maraîchers avec prise au fil de l'eau sont en cours. Les dossiers techniques seront disponibles pour la fin du mois de novembre.

34. Réalisation des puits maraîchers, dix contrats (10) ont été signés entre la CRA du Nord et des tâcherons locaux. Le processus de sélection des tâcherons dans la région de l'Est est en cours, pour un démarrage des travaux dans le dernier trimestre 2016. Ce processus avait été suspendu au cours du troisième trimestre, au vu de l'installation de la saison hivernale et du calendrier préférentiel pour la réalisation des travaux de fonçage de puits (période sèche).

35. Au 30 septembre 2016, le niveau d'avancement global pour la réalisation des quarante (40) puits maraîchers (4 puits par sites) dans la région du Nord est de 25,55%. Les travaux ont effectivement démarré dans les provinces du Yatenga et du Loroum sur six (6) sites. Le 23/09/2016, la Cellule aménagement a procédé à la réception technique des travaux sur le site de Ouindigui, dans la province du Loroum. La réception provisoire a été prononcée le 06/10/2016. Pour les quatre autres sites des provinces du Passoré et du Zondoma, le démarrage des travaux a été reprogrammé pour le dernier trimestre 2016. La mission a pu visiter le site maraîcher de Ouindigui dont un hectare sur un potentiel de 4 ha a été aménagé, avec un compte d'exploitation prévisionnel incomplet et non

approprié par les bénéficiaires. La mission recommande de planifier des interventions d'envergure qui répondent aux besoins des producteurs sur le plan quantitatif et qualitatif. Elle recommande également que toute requête d'aménagement par les populations soit accompagnée de compte d'exploitation prévisionnel exhaustif pour une meilleure appropriation et développement de l'esprit entrepreneurial.

Réalisation d'aménagements individuels ou collectifs de parcelles agricoles et récupération de terres dégradées

36. La récupération des terres dégradées se fait essentiellement à travers des techniques de conservation des eaux et des sols (CES) et de défense et restauration des sols (DRS) comme les zaï, demi-lunes, cordons pierreux, et digues filtrantes qui permettront de traiter environ de 15 500 ha pour le bénéfice de plus de 15 000 ménages déjà établis.

37. L'appui du projet a porté essentiellement sur la prise en charge des agents d'appui conseil des STD (ZAT, et les Zones d'Appui Technique Elevage - ZATE); la mise à disposition des moyens de transport des moellons; la fourniture des matériaux spécifiques tels que les cages de gabions; la mise à disposition du petit matériel de chantier (pelles, pioches, etc.) à titre de dotation pouvant servir à des travaux complémentaires ultérieurs ou à l'entretien des ouvrages réalisés.

38. **Mise en œuvre des cordons pierreux, des digues filtrantes, des zaï et des demi-lunes.** Au 30 septembre 2016, les niveaux de réalisation étaient globalement satisfaisants et s'élevaient à 84.57% (1 378.5 ha sur 1 630 ha) pour les cordons pierreux, 9.31% (27 ha sur 290 ha) pour les digues filtrantes, 90.94% (1 023.1 ha sur 1 125 ha) pour les zaï et 68% (153 ha sur 250 ha) pour les demi-lunes. Les activités de mise en œuvre se poursuivront après les récoltes à partir de novembre/décembre.

39. En ce qui concerne les digues filtrantes, 27 ha seulement sur 290 ha ont été réalisés. Du fait de la faible maîtrise de la technique de réalisation de ces ouvrages au sein du dispositif d'appui-conseil des STD, les opérations de mise en œuvre ont été reportées au dernier trimestre pour les régions du Nord et du Centre Nord. L'UGP apportera l'appui technique nécessaire.

40. **Les répertoires de transporteurs de moellons sur avis de manifestation d'intérêt.** La constitution de répertoires de transporteurs de moellons pour d'éventuels besoins dans les trois régions est une activité amorcée depuis 2015 qui a permis de constituer trois répertoires de transporteurs de moellons représentant une flotte de trente-cinq (35) camions (11 camions dans la région de l'Est, 09 camions dans la région du Nord et 15 dans la région du Centre-Nord). Pour le PTBA 2016, ces transporteurs de moellons ont été contractualisés par les CRA et déployés dans les provinces, pour l'approvisionnement en moellons sur les différents sites.

41. **Recyclage des paysans facilitateurs/aménagistes.** Pour 2016, avant le démarrage de la mise en œuvre des ouvrages, il était prévu la formation de paysans facilitateurs/aménagistes de la région de l'Est car ceux du Nord et du Centre Nord en ont bénéficié en 2015. Les TDR pour la réalisation des ateliers de formation ont été élaborés et validés et les formations sont reprogrammées pour d'ici la fin de l'année 2016. Les thématiques porteront essentiellement sur: la technique des diguettes en pierres, la technique du zaï amélioré manuel, la technique de la demi-lune, la technique de la végétalisation ligneuse et herbacée des diguettes et la production et l'utilisation de la fumure organique pour la production végétale.

42. **L'acquisition du petit matériel et équipements au profit des bénéficiaires.** L'acquisition et la distribution du petit matériel et équipement destiné à la réalisation des ouvrages de CES/DRS (cordons pierreux, digues filtrantes, demi-lunes, zaï amélioré) est piloté au niveau des CRA tandis que l'UGP apporte un appui technique pour la quantification et la définition des spécifications techniques du matériel et des équipements. Au total, trente-deux (32) contrats ont été signés (10 au Centre Nord, 11 au Nord et 11 à l'Est) avec une préférence pour les prestataires et artisans locaux. Ce principe a permis de rapprocher les bénéficiaires et les chaînes d'approvisionnement de certains types de matériel, existant au niveau régional. Pour une gestion pérenne du petit matériel et des équipements,

un comité de gestion, de quatre personnes en général, a été mis en place dans chaque village. Ces comités ont reçu des informations et conseils pour une meilleure gestion du matériel

43. **Les missions de collecte des besoins en sites d'aménagement en CES/DRS.** Pour l'année 2016, soixante (60) sorties d'équipes provinciales, regroupant les APD de la CRA et des représentants STD, ont été effectuées et ont permis de notifier la sélection des sites retenus aux bénéficiaires sur 3 270 ha de terres dégradées.

La récupération de terres dégradées à vocation sylvo-pastorale ou agricole par des techniques mécaniques et/ou biologiques

44. **La réalisation des travaux de récupération mécanisée des terres:** Au titre du PTBA 2016, il était prévu la récupération mécanisée de **500 ha de terres dégradées** (150 à l'Est; 200 au Nord; 150 au Centre Nord). Les protocoles signés avec les différents partenaires ont permis la récupération mécanique végétalisée de 172 ha au total dont 107 ha dans le Nord par le Génie Forestier et 65 ha à l'Est par la DGAHDI. La région du Centre-Nord n'a pas connu de démarrage de cette activité. La poursuite des travaux de récupération sur les superficies restantes est prévue pour d'ici la fin de l'année 2016 et leur végétalisation interviendra en saison hivernale 2017.

Volet Foncier

45. Il s'agit essentiellement de la diffusion/vulgarisation des textes juridiques et administratifs auprès des acteurs du projet sous l'orientation méthodologique de la Direction Générale du Foncier, de la Formation et de l'Organisation du Monde Rural (DGFOMR).

46. **Formation des agents sur l'utilisation des outils de collectes de données des nouveaux aménagements** retenues par le projet dans les régions du Nord, Centre Nord et l'Est: Sur recommandation de la dernière mission de supervision et dans le but d'engager les processus fonciers sur les sites réhabilités et à aménager, il a été organisé un atelier de formation dans chacune des trois (3) régions. L'objectif de ces sessions de formation était de renforcer les capacités des agents des zones concernées par l'audit foncier sur l'utilisation des outils de collecte de données élaborées par la DGFOMR. Au total 156 personnes (57 à l'Est; 53 au Nord; 46 au Centre Nord) ont participé à ces sessions de formation. Ces formations ont permis à ces acteurs d'entamer les négociations foncières sur l'ensemble des sites aménagés par le projet, en attendant l'arrivée des PAMO.

47. **La tenue des représentations théâtrales sur la problématique du foncier rural et la sécurisation des investissements en mooré, gulmencema et yaana.** Au cours du dernier trimestre 2015, la troupe théâtrale « La Compagnie Marbayassa » a écrit un scénario sur la problématique du foncier rural et la sécurisation des investissements. A ce jour, trois autres troupes théâtrales sont en cours de recrutement dans les trois (03) régions, pour assurer l'interprétation de ladite pièce théâtrale en Mooré, Gulimencema et Yaana. La Compagnie Marbayassa assurera la coordination des différentes représentations communales.

48. **La conception et la diffusion des magazines, micro-programmes et interviews avec les radios communautaires dans la zone du projet.** Au cours du premier trimestre 2016, plusieurs diffusions sur les thématiques foncières dans des radios communautaires de la zone du projet ont été réalisées et ont permis d'informer et de sensibiliser les populations locales.

49. **Les sessions du comité régional de sécurisation foncière.** Au titre de l'année 2016, sur une prévision de trois (03) sessions, le Projet a appuyé l'organisation d'une session des Comités Régionaux de Sécurisation Foncière en milieu Rural (CORE/SFR) dans la région du Centre Nord, le 23 septembre 2016. L'objectif global de cette session était de permettre aux membres du CORE/SFR d'échanger sur la stratégie de mise en place des Structures Locales de Gestion Foncières (le Service Foncier Rural-SFR, la Commission Foncière Villageoise-CFV, la Commission de Conciliation Foncière Villageoise-CCFV) et les dispositions pour assurer leur fonctionnement régulier. Cette session a regroupé 70 participants provenant des Services Techniques Déconcentrés des ministères

intervenant dans le foncier rural, les Projets et Programmes et la société civile. Les régions du Nord et de l'Est prévoient de tenir leur session avant la fin de l'année 2016.

50. Appui nécessaire aux bénéficiaires du projet lors de leur participation à l'Observatoire de l'Evolution des Pratiques Sociales en Matière de Foncier. En 2016, au cours du second trimestre, l'ONF-BF a réalisé une série de mission dans la zone d'intervention du projet pour la rencontre des acteurs de premier plan intervenant dans le domaine du foncier. L'ONF-BF a donc pu rencontrer les différentes CRA, les services fonciers régionaux, les services de la Directions régionales des impôts, les services du cadastre et les agents domaniaux des communes pilotes du Projet pour le suivi des indicateurs.

51. Elaborer un guide d'appui en matière foncière pour les promoteurs des aménagements fonciers. Pour le PTBA 2016, il était prévu la tenue de trois ateliers pour l'élaboration et la validation d'un guide d'appui aux promoteurs des aménagements. Deux premiers ateliers pour son élaboration et un troisième atelier pour sa validation. A ce jour, les échanges au cours des deux premiers ateliers ont permis de réviser l'avant-projet du guide qui sera soumis à un troisième atelier programmé dans le dernier trimestre.

Rentabilisation des aménagements

52. La mise en valeur des aménagements réalisés par le projet doit cerner toutes la dimension économique des productions. La stratégie devra tendre vers des productions économiquement rentables et à valeur ajoutée appréciable. Aussi, aux actions d'aménagement des bas-fonds devront se greffer tout l'accompagnement nécessaire pour valoriser la production rizicole par la mise à disposition d'équipement post récolte et de transformation (batteuse mécanique, vanneuse, décortiqueuse et ou étuveuse). L'objectif visé est de pouvoir rentabiliser l'aménagement par la mise en marché de produit de bonne qualité.

53. De plus, on devrait tendre vers un système productif alterné entre production en saison humide et sèche grâce à des aménagements de périmètres ou des puits maraichers à côté des bas-fonds rizières par exemple ce qui permettra de toucher toute la population ciblée par le projet.

54. Aussi la mission recommande-t-elle d'étudier les possibilités de compléter les aménagements des bas-fonds rizières, par des aménagements de périmètre maraichers et d'infrastructures et d'équipements post-récolte. En outre faciliter la mise en relation des COGES avec les interprofessions existantes pour favoriser les échanges d'informations. La mission recommande la prise en compte de l'approche chaîne de valeur dans ses interventions.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Poursuivre l'anticipation et la planification, une année à l'avance, de tout le processus de sélection et d'étude des sites à aménager	CA, CRA	Immédiat et continu
Planifier des interventions d'envergure d'aménagement qui répondent aux besoins des producteurs sur le plan quantitatif et qualitatif.	UGP, CRA, STD	Immédiat et continu
Toute requête d'aménagement par les populations devrait être accompagnée de compte d'exploitation prévisionnel et d'une analyse économique	CA /CEA / PAMO	Immédiat et Continu
Analyser les possibilités de redimensionnement des kits de matériels pour mieux répondre aux besoins des populations cible du projet	CA	Janvier 2017
Planifier les actions des composantes de manière à apporter un paquet d'appui complet aux populations cibles pour les aménagements physiques, la production et la valorisation des produits agricoles	CA / CEA	Janvier 2017

Composante II: Intensification des petites exploitations et valorisation de leurs productions

55. La stratégie de mise en œuvre de cette composante passe par une maîtrise d'ouvrage déléguée confiée aux Chambres Régionales d'Agriculture (CRA).

Sous-composante 1: Renforcement de l'offre de services d'appui conseil

56. **Recrutement d'un nombre limité de fournisseurs d'appui-conseil:** Malgré l'appel à propositions lancé par les CRA en fin septembre 2016, le processus de recrutement des prestataires est toujours en cours si bien qu'aucune activité d'appui conseil n'a jusque-là été réalisée. Toutefois, il convient de souligner que l'UGP et les CRA ont lancé différentes activités préalables nécessaires.

57. Au terme de ce processus très pédagogique, chaque CRA a lancé entre avril et mai 2016 deux avis d'appel à proposition pour le recrutement d'opérateurs d'appui-conseil. Au total 27 dossiers sur 57 ont été jugés recevables par les commissions techniques mises en place. Les évaluations techniques des 27 dossiers recevables sous l'accompagnement de l'assistant technique ont permis finalement de sélectionner 10 propositions à mettre en œuvre dont 06 pour le volet 1 (Centre Nord: 02, Nord: 03 et Est: 01) et 04 pour le volet 2 (Centre Nord: 02, Nord: 01 et Est: 01). En fin septembre 2016, les dix propositions retenues font l'objet de redimensionnement avant toute contractualisation.

58. Ainsi, contrairement aux prévisions du PTBA 2016, aucun ménage sur 600 ménages prévus issus de trente villages n'aura bénéficié d'appui conseil car les prestataires ne sont toujours pas opérationnels.

59. Pour pallier le retard accusé dans la sélection de ces prestataires d'appui-conseil (PAC), il a été fait appel aux STD des DR qui ont accompagné, dans la mesure de leurs moyens, les bénéficiaires d'aménagements fonciers. Cependant, au vu de la pluviométrie variable, des mesures auraient dû être prises afin de conseiller aux exploitants de bas-fonds de recourir à des semences de cycle court (i.e. FR45N avec un cycle de 90 à 100 jours pour la récolte) et ainsi les pertes à grande échelle de la production causée par les tensions hydriques pour lesquelles même l'irrigation d'appoint n'a pu que pallier partiellement à la situation. Il est ainsi recommandé de procéder au recrutement des PAC dans les meilleurs délais afin de fournir un appui technique de proximité et informé sur les dynamiques climatiques et pédologiques.

60. **L'appui des institutions spécialisées publiques, parapubliques ou mixtes souhaitant intervenir en partenariat avec les opérateurs privés dans le domaine de l'appui-conseil:** Cet appui est réalisé par le mécanisme de bourse dotation d'intervention. Il consiste à mettre à la disposition des trois directions régionales du Développement Rural (DRAAH, DRRAH et DREEVCC) et celle de la Recherche Environnementale et Agricole (DRREA) des enveloppes budgétaires annuelles leur permettant de participer à des interventions d'appui menées dans le cadre du projet. Ces «bourses/dotations» sont destinées à couvrir les coûts opérationnels liés à cette participation sur la base d'un programme de travail approuvé par les CRA.

61. Il a été retenu avec les STD, par secteur d'activités, les thématiques suivantes sur la base desquelles des dossiers de propositions seront soumis à l'appréciation de l'UGP pour un financement d'ici la fin de l'année 2016:

- au niveau de l'Agriculture: en partenariat avec les COGES des bas-fonds et des périmètres maraîchers: l'information, la sensibilisation et l'appui conseil de proximité pour la reconstitution des fonds de roulement (intrants de démarrage) et l'accompagnement pour un achat groupé des intrants;
- au niveau de l'Environnement: en partenariat avec les COGES des bas-fonds et des périmètres maraîchers: l'information, la sensibilisation pour l'utilisation rationnelle de pesticides homologués;
- au niveau des Ressources Animales: en partenariat avec le réseau des VVV et les faïtières de la filière bétail viande: l'information, la sensibilisation pour l'amélioration de la couverture vaccinale contre la PPCB et la maladie de Newcastle.

62. **L'assistance au montage et à l'opérationnalisation d'un nombre limité de réseaux thématiques et collaboratifs durables tournés vers l'innovation**, associant des acteurs de nature différente, dont obligatoirement des organisations rurales issues des évités populations cibles: En vue d'accompagner le projet et ses partenaires à mieux prendre en compte l'innovation locale, un atelier

de formation a été organisé par AGRINOVIA au profit de 25 personnes dont 03 femmes issues de l'UGP, des CRA, des DR en charge du Développement Rural et de la Recherche Agricole. Au terme de l'atelier, un plan d'actions a été élaboré pour soutenir le processus de co-innovation avec comme principe de base, une prise en compte progressive du processus de co-innovation par les opérateurs d'appui conseil en cours de recrutement. Afin d'harmoniser les approches et stratégies relatives à ce processus, un guide méthodologique a été élaboré par l'UGP en mi-septembre et est prévu être finalisé en interaction avec AGRINOVIA. La CRA du Nord et ses partenaires ont poursuivi le processus d'appui à l'innovation locale entamé en 2015 sur le bas-fond aménagé de Ouembatenga dans la commune de Kalsaka. Au terme du diagnostic, un plan d'actions a été élaboré et un nouveau Comité de Gestion (COGES) mis en place composé de 09 membres dont 03 femmes.

63. **Le suivi et l'appui conseil aux promoteurs de micro-projets.** Le processus de recrutement des Prestataires d'Appui à la Maîtrise d'Ouvrage des Micro-Projets (PAMO-MP) enclenché par les CRA depuis le premier trimestre de l'année 2015 se poursuit. Après l'ANO du FIDA sur les résultats des évaluations techniques, l'ensemble des résultats a accusé un grand retard pour les publications. La mobilisation des équipes est envisagée avant la fin du mois de novembre 2016. Le grand retard de mobilisation de ces acteurs clés du dispositif du Fonds d'Appui aura une incidence certaine sur le calendrier initial de déblocage du Fonds d'Appui en 2016.

64. La mission, tout en appréciant la démarche participative pédagogique engagée pour le recrutement de ces différents prestataires associatifs et les mesures prises pour lever certaines contraintes, note la faiblesse de la réactivité des CRA et des prestataires postulants à cette dernière étape de la mise en œuvre des activités. La lenteur et les retards cumulés tout au long du processus de recrutement des prestataires d'appui conseil, le nombre de dossiers rejetés pour défaut de qualité mettent en évidence, d'une part, le faible niveau de compréhension du contenu des missions par les postulants et le partenaire stratégique qui conduit pour la première fois une telle activité novatrice et, d'autre part, la faiblesse de l'offre de prestataire d'appui conseil de proximité du domaine associatif. Cette situation démontre la nécessité de trouver des solutions à travers un accompagnement par une assistance technique et l'ouverture de la compétition à des prestataires du domaine privé. L'UGP et ses partenaires devraient se donner les moyens pour explorer cette seconde voie afin de garantir des prestations de qualité aux bénéficiaires.

65. Les réunions tenues par l'équipe de supervision avec les DR des deux régions visitées ont montré que leurs cadres ont un besoin pressant de clarification quant aux rôles et responsabilités de chacun des acteurs impliqués dans la mise en œuvre du projet. Il est dès lors recommandé à l'UGP de poursuivre la clarification des rôles et responsabilités de chacun des acteurs de la mise en œuvre du projet.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Diligenter la finalisation des contrats des PAMO-MP et les signer	CRA/UGP	15 Novembre 2016
Signer et mettre en œuvre les conventions de partenariat afférentes aux quatre propositions déjà approuvées dans le cadre des bourses dotation	UGP/ STD	15 Novembre
Poursuivre l'accompagnement des postulants (PAC) retenus pour assurer l'appui-conseil puis négocier et signer les contrats	CRA/UGP	15 décembre
Relancer l'appel à propositions au niveau de la région de l'Est sur le soutien au développement de réseaux d'acteurs thématiques.	CRA Est	Immédiat
Elargir à d'autres prestataires du domaine privé la participation aux prochains appels à propositions d'appui-conseil.	CRA/ CEA	A partir de 2018
Recruter une assistance technique pour accompagner les CRA dans le suivi des PAC	UGP	2017
Poursuivre la clarification des rôles et responsabilités de chacun des acteurs de la mise en œuvre du projet.	UGP	Immédiat et continu

Sous-composante 2: Appui aux initiatives locales de développement de la production agricole, de l'élevage ou de la valorisation des ressources naturelles

66. L'objectif de la sous-composante 2 est d'appuyer l'émergence et la pérennisation d'activités économiques nouvelles mises en œuvre par les populations cibles ou ayant un impact positif direct

sur leurs petites exploitations agricoles. Elle comprend: (i) un fonds d'appui au démarrage de ce type d'activités innovantes dans le contexte local et (ii) les ressources nécessaires à l'opérationnalisation de ce fonds.

67. **Le fonds d'appui** n'est toujours pas opérationnel toutefois, on note les activités préparatoires suivantes réalisées par le projet selon: (i) l'élaboration du manuel de mise en œuvre du fonds d'appui aux initiatives locales validé depuis en juin 2015 (ii) la formation des CRA, des Services Techniques Déconcentrés (115 participants dont 20 femmes) des CPS (248 personnes dont 59 femmes) et CAP (44 personnes dont 11 femmes) sur le manuel (iii) la tenue de douze rencontres provinciales d'information (658 personnes dont 112 femmes) (iv) l'organisation de 2 voyages d'échanges d'expériences réalisés dans la région de l'Est au profit des membres des instances d'approbation des projets (31 personnes dont 1 femme) des régions du Nord et du Centre-Nord –(v) la réalisation et la diffusion d'émissions radiophoniques (Mooré, Français, Gulmanceman et Yaana) relative au fonds d'appui (12 émissions radio diffusées).(vi) l'identification la formation et la sélection de 232/536 rédacteurs locaux de microprojets par les CRA .(vii) la dotation des CPS en équipements et mobiliers de bureau.

68. Pour un cadrage des micro-projets et conformément à une des recommandations de la mission de supervision de février 2016, trois rencontres régionales de concertation ont été organisées avec l'ensemble des acteurs pour la définition des orientations 2016 pour les micro-projets à financer par le Fonds d'appui. De manière générale les activités inscrites n'ont pas pris en compte le maillon de la production agricole, elles se sont limitées à la culture maraîchère, à l'élevage et la transformation des PFNL. De même en vue de disposer de référentiels des coûts des différents items qui seront utilisés dans le cadre des micro-projets, les CRA ont recruté des consultants qui ont été commis à cette tâche. Les versions finales des rapports ont été déposées après les ateliers régionaux de validation qui ont connu la présence de 146 participants dont 26 femmes.

69. La mission apprécie la démarche participative et la méthodologique engagée par le projet pour accompagner les CRA à s'approprier la maîtrise d'ouvrage à travers le renforcement des capacités des acteurs impliqués notamment les rédacteurs endogènes, les CPS, les CRA et les CAP durant tout le processus qui va de la rédaction d'avant-projet sur la base de thématique préalablement choisie au niveau régional, à la sélection des dossiers selon les critères établis par un manuel élaboré validé et utilisé à cet effet.

70. **Le devoir d'anticipation dans le processus de planification des micro-projets à financer.** En l'absence des PAMO-MP, 350 avant-projets de 2016 de deux régions sont en attente d'être élaborés en micro-projets plus approfondis à soumettre au CAP. Au regard du répertoire des avant-projets sélectionnés par les CPS des sessions 2016, il est possible qu'au terme des prochaines sessions CAP, le financement de l'ensemble des micro-projets approuvés ne soit pas approprié pour des raisons de calendrier préférentiel pour la mise en œuvre de certaines activités. Dans l'optique de garantir un succès dans la mise en œuvre des micro-projets approuvés en 2016; il conviendra de sérier ceux dont le financement sera propice au cours du premier semestre 2017 et de reporter le financement des autres au quatrième trimestre 2017. A partir de 2017, dans la logique d'anticiper sur le processus d'accès au fonds d'appui, les Procès-verbaux des sessions des CPS devront préciser les listes des avant-projets sélectionnés pour deux années consécutives (année N et année N+1). Ceux des sessions CAP préciseront aussi les listes des micro-projets à financer sur deux années consécutives (année N et année N+1).

71. Bien que n'en étant pas à leur première expérience, les CPS rencontrés affirment avoir renforcé leur capacité en dépit des difficultés liées à la compréhension du manuel, aux durées des sessions, à la prise en charge des membres des commissions techniques et au nombre élevé de dossiers de faible qualité etc. Grâce au projet, la maîtrise des différents processus de sélection d'offre de prestations surtout intellectuel constitue une étape importante et qualitative franchie par les CRA. Avec l'assistance du personnel mis à disposition par le projet, les CRA diversifient ainsi leurs offres de services à leurs membres et aux différents partenaires dans les régions.

72. La mission a été informée des efforts fournis par l'UGP et le CPS pour mettre de côté de nombreuses propositions de projets soumises par certains rédacteurs endogènes indécidables qui, payés à la proposition, ont soumis un nombre invraisemblable de projets similaires. Afin d'optimiser cette étape et de réduire la procédure de pré-sélection, il est recommandé aux CRA et aux CPS de procéder à un bilan des rédacteurs et de retirer l'agrément à ceux qui auraient adopté une attitude contraire à la déontologie prônée par le projet.

73. En vue de garantir une mise en valeur de l'ensemble des superficies aménagées en bas-fonds en 2016, le projet a mis à la disposition des bénéficiaires à travers les CRA des intrants et semences d'une valeur totale de 144 110 320 FCFA correspondant à 56,16 T de semence de riz, 140,41 T de NPK et 93,60 T d'urée. Acquis sur le fonds d'appui, ces intrants de démarrage doivent être reconstitués sous forme de fonds de roulement selon deux approches: (i) versement auprès du COGES de l'équivalent monétaire des coûts des intrants en début de campagne, (ii) versement auprès des COGES des recettes issues des récoltes en fin de campagne. La mission apprécie cette démarche mais constate néanmoins que le niveau de production sur certains sites sera largement en deçà des attentes du fait du retard dans la mise à disposition de ces intrants et des poches de sécheresse constatées surtout dans le Nord et le Centre Nord. Aussi, recommande-t-elle de faire une évaluation précise du niveau de production dans les bas-fonds afin d'en tenir compte lors de la reconstitution du fonds de roulement.

Efficacité de la démarche d'intensification et de diversification des activités agricoles d'élevage ainsi que la valorisation des productions agro-sylvo-pastorale: La démarche d'intensification, de diversification et de valorisation des activités agricoles et d'élevage adoptée par le projet passe par le principe du faire- faire avec l'intervention de plusieurs acteurs prestataires de services publics et ou privés et associatifs qui sont recrutés par les CRA. La nécessité du renforcement de capacité et du suivi du partenaire clé que sont les CRA et leurs structures s'est imposée aux différentes étapes de définition du contenu des missions, du recrutement de ces prestataires et de leur suivi. De gros efforts ont été réalisés et doivent être poursuivis par l'UGP pour mettre à disposition les ressources nécessaires en vue d'une appropriation du processus par tous les acteurs concernés. A l'étape actuelle, la démarche adoptée, montre des limites au niveau de la compréhension des concepts par les acteurs, les partenaires et les potentiels prestataires peu ou pas habitués à ce genre d'exercice, ce qui entraîne naturellement des retards dans la mise en œuvre de cette composante.

74. La mission note que tous les outils et manuels sont en place, de même que toutes les thématiques identifiées et sélectionnées selon un processus participatif de même que les acteurs (CPS, CAP, etc.) directs sont opérationnels. A ce stade, l'efficacité de la démarche de mise en œuvre de la composante dépendra d'une part, de la célérité avec laquelle les différents prestataires d'appui conseil, des PAMO-MP (s'ils sont recrutés) et des autres STD vont s'approprier les outils et concepts et dérouler les activités pour lesquels ils ont été recrutés mais d'autre part de la capacité des CRA à maîtriser le suivi. Pour se faire, de gros efforts devront être fait pour l'immersion de ces nouveaux acteurs; une mise à niveau d'information à l'ensemble des acteurs et partenaires impliqués dans l'exécution de cette composante et pour une assistance aux CRA.

75. **La synergie d'action du projet avec les interventions des autres projets et programmes.** La tenue régulière des cadres concertation régionale ou les comités de pilotage réunissant tous les partenaires a permis au projet l'établissement d'un cadre de communication avec les autres projets œuvrant dans les ZIP et d'initier la réflexion sur l'harmonisation des interventions. C'est le cas par exemple sur l'harmonisation de la prise en charge des CPS lors des sessions, la nécessité de maintenir ou non les CAP pour la sélection des sites à aménager; l'utilisation de base de données communes sur les micro- projets du PROFIL. Par ailleurs, le projet s'est inspiré fortement d'outils émanant des autres projets de sa zone tel que le manuel de gestion des fonds d'appui du PADAB II. En outre, au niveau de la région de l'Est, les CREER du PASPRU ont contribué en tant que rédacteurs endogènes dans le montage des avant-projets. Au niveau national, la concertation est entretenue aussi avec différents partenaires. La mission est d'avis que le projet doit poursuivre ses

efforts dans ce domaine, en continuant à s'inspirer des modèles d'intervention des autres projets et programmes.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Respecter le calendrier de mise en œuvre du fonds d'appui (voir annexe)	CEA	Immédiat
Procéder à un bilan des rédacteurs et retirer l'agrément à ceux qui auraient adopté une attitude contraire à la déontologie prônée par le projet	CRA / CEA	Avant janvier 2017
Diligenter la tenue des rencontres régionales de concertation avec les Institutions de microfinance afin de définir les bases de partenariat avec elles	CEA/ CAF / CRA	Fin nov. 2016
Tenir des rencontres régionales pour retenir les thématiques des appels à projet (AP) de 2017/2018	CRA/ CEA	Janvier 2017
Faire une évaluation précise de ces bas-fonds afin d'en tenir compte lors de la reconstitution du fonds de roulement.	CRA/ CEA / CA	Décembre 2016
Prendre en compte de l'approche chaîne de valeur dans les interventions du projet	CRA/ CEA / CA	Immédiat et Continu

Composante III: Structuration des acteurs et mise en réseaux

76. Le recrutement du cadre chargé du renforcement des capacités des acteurs du monde rural entamé depuis janvier 2016 est arrivé à son terme. Elle a pris service le 06 juin 2016 renforçant ainsi les capacités en ressources humaines de la Cellule Economie Agricole. Conformément à ses TDR, elle accompagnera la mise en œuvre, par les CRA, des activités des deux premières sous-composante de la composante III. Les progrès réalisés dans la mise en œuvre des trois (3) sous composantes sont résumés ci-après.

Sous Composante 1: Le renforcement des capacités des populations cibles, des organisations rurales et des élus locaux

77. Cette sous-composante comprend essentiellement (i) des actions d'alphabétisation fonctionnelle, (ii) le déploiement d'une stratégie IEC et (iii) des appuis aux organisations rurales.

L'alphabétisation fonctionnelle à travers la dispensation de modules de Formation Technique Spécifique au profit des bénéficiaires de MP, surtout femmes et jeunes déscolarisés, afin de lutter contre la déperdition post scolaire des connaissances

78. Au cours du premier trimestre 2016, les CRA ont lancé le recrutement d'opérateurs en alphabétisation en vue de la dispensation des 258 sessions de Formations Techniques Spécifiques (FTS) à raison de trois sessions (agriculture, ressources animales et environnement) dans chacune des 86 communes d'intervention du Projet réparties dans les trois régions. Ces sessions vont permettre de toucher 7 740 auditeurs dont 4 644 femmes. Ainsi, trente (30) opérateurs ont été recrutés, les contrats négociés et signés. Toutefois, les tensions de trésorerie enregistrées n'ont toujours pas permis de dérouler les FTS comme prévu au second trimestre de cette année. Au regard de la saison hivernale, il est prévu de les réaliser avant la fin de l'année 2016.

79. En vue de s'inspirer des expériences de l'ONG TIN TUA dans la région de l'Est en matière de gestion de bibliothèques ambulantes, 04 cadres issus des CRA et de l'UGP ont réalisé un voyage d'échanges auprès des acteurs et structures partenaires de cette ONG. Une note d'orientation est en cours d'élaboration pour la mise en œuvre de cette activité en tenant compte du contexte du Projet.

Appuyer la mise en place à l'échelle villageoise de binômes femme/homme "points focaux/relais IEC(PFIEC)" et faciliter leur accès au matériel pédagogique disponible sur les thèmes généralistes et thèmes plus spécifiques au Projet

80. Le processus de recrutement d'un prestataire en vue de l'élaboration d'une stratégie globale en IEC du Projet n'est pas encore à son terme. L'ouverture des offres a eu lieu le 29 septembre et l'analyse des offres techniques est en cours.

81. Au regard du grand retard enregistré dans l'élaboration de la stratégie IEC, un assistant conseil en IEC a été recruté par l'UGP. Au lieu d'élaborer dans un premier temps la stratégie globale en IEC, l'option a été prise d'élaborer les plans d'actions régionaux IEC et de les consolider en stratégie. Ainsi, les principales tâches de l'assistant conseil consistent à superviser le processus d'élaboration des plans d'actions IEC par des personnes ressources et anticiper la réalisation de certaines tâches de ce volet. Ainsi 09 personnes ont été sélectionnées et ont bénéficié d'une session de formation sur les outils de collecte de données, le canevas du rapport diagnostic ainsi que celui du plan d'actions IEC. La collecte des données est effective et les rapports de diagnostic sont en cours d'élaboration. L'assistant conseil a fait des propositions de critères pour le choix des villages et des points focaux IEC. Ces propositions sont en cours d'amendements.

Appui aux organisations rurales

82. Il s'agit (i) d'intervenir directement auprès des Comités Villageois de Développement (CVD) et les Unions socioprofessionnelles aux échelles communales, provinciales et régionales afin de réaliser des activités de sensibilisations, d'animations, de formations/conseils et de petites dotations initiales en matériels et fournitures de bureau et de (ii) réaliser des formations et des sensibilisations destinées aux élus municipaux sur les thèmes liés au Projet.

83. Conformément à une des recommandations de la mission de supervision de février 2016, un voyage d'échanges a été réalisé auprès du PROFIL par 12 cadres issus des CRA et de l'UGP en vue de s'inspirer des leçons apprises par le PROFIL en matière d'appui aux Organisations Rurales. Une note d'orientation est en cours d'élaboration en vue de soutenir les Organisations Rurales en tenant compte du contexte du Projet.

Sous-composante 2: Appui institutionnel aux chambres régionales d'agricultures (CRA)

84. L'appui institutionnel aux Chambres Régionales d'Agriculture vise (i) le renforcement institutionnel des trois CRA de la zone du Projet, (ii) la création d'une capacité opérationnelle des CRA à l'échelle provinciale (12 provinces), (iii) le renforcement de la mise en réseau des CRA et (iv) le renforcement des capacités de gestion administrative et financière des trois CRA, mais aussi du Bureau National des CRA - BN/CRA.

Renforcement institutionnel des trois CRA dans la zone du projet. Il s'agit d'appuyer les CRA en formation et communication, à l'organisation des producteurs, programmation, planification et suivi-évaluation et de prendre en charge six techniciens qui seront affectés aux CRA avec leur dotation en véhicule (1véh/CRA), leurs équipements et leur fonctionnement.

85. Les secrétariats généraux des CRA ont été renforcés par trois cadres par CRA au siège tous recrutés par les CRA en 2015. Des véhicules ont été acquis par l'UGP et mis à la disposition des CRA au cours de 2015 ainsi qu'une dotation de fonctionnement. Les autres acquisitions: fournitures et mobiliers de bureau, matériels et équipements informatiques ont été directement faites par les CRA. Le Projet a également appuyé la tenue de (i) quatre rencontres de bilan et de programmation (140 participants dont 32 femmes), (ii) six rencontres des bureaux exécutifs des CRA (58 participants dont 2 femmes), (iii) trois sessions statutaires des Assemblées Consulaires Régionales (ACR) des trois CRA (198 participants dont 55 femmes).

86. Le Projet a également appuyé la tenue de trois sessions des Cadres de Concertation Régionaux (CCR) qui ont regroupé 227 participants dont 24 femmes.

87. En 2016, diverses acquisitions ont été réalisées (vidéo-projecteurs, consommables informatiques, fournitures de bureau, carburant et lubrifiants, produits d'entretien, équipements techniques, panneaux d'indication). Il en est de même de la prise en charge du fonctionnement des CRA et du BN/CRA (salaires et indemnités, frais de mission, frais d'entretien et d'assurance des véhicules, frais de communication et internet). Tous les postes vacants en février 2016 ont été pourvus.

88. L'étude diagnostique des capacités organisationnelles, institutionnelles et techniques des CRA et du BN assortie d'un plan de renforcement des capacités a été réalisée et la version provisoire du rapport est en cours d'amendements. Cette étude permettra de mieux cibler les goulots d'étranglement qui limitent la capacité des CRA à fournir des services aux OPA et d'y répondre par des appuis stratégiques de la part du projet, et ce en vue d'une meilleure professionnalisation de ces acteurs qui constituent la porte d'entrée du projet.

Appuyer les CRA à étendre leurs activités à l'échelle provinciale (12 provinces) par la mise en place d'un binôme d'animateurs comprenant un homme et une femme, dotés de logistique nécessaire dont un véhicule

89. Pour chaque province les CRA ont recruté un binôme d'animateurs (une femme et un homme) dotés d'un véhicule, d'équipements et de moyens de fonctionnement en 2015.

90. Le Projet a également appuyé la tenue de douze cadres de Concertation Provinciaux (CCP). Les CCP ont regroupé 697 participants dont 99 femmes.

91. Tous les postes vacants au moment de la mission de février 2016 ont depuis lors été pourvus. La prise en charge du fonctionnement des binômes des trois CRA a été effective à travers le paiement des salaires et indemnités, des frais de mission, d'entretien et d'assurance des véhicules ainsi que les frais de communication et internet.

Le renforcement de la capacité de gestion administrative et financière des trois CRA de la zone du Projet mais aussi du Bureau National des CRA

92. Le BN/CRA a animé, du 3 au 7 novembre 2015, une session de (i) relecture du manuel de procédures administratives et financières des CRA et du BN/CRA; (ii) l'organisation en décembre 2015 et janvier 2016 de trois sessions de formations au profit des élus et du personnel des CRA sur le manuel finalisé.

93. Le Logiciel TOM2PRO a été installé au niveau du BN/CRA et dans les trois CRA en février 2016. Une session de formation a été réalisée au profit du personnel comptable et financier sur le paramétrage et la saisie des comptables. La comptabilité du projet est à jour. L'auditeur interne et le gestionnaire comptable recrutés par le BN/CRA ont pris service le 15 février 2016. Le recrutement du spécialiste en passation de marchés a été, quant à lui, infructueux. Les chefs de service administratif et financier des CRA et du BN/CRA ont bénéficié de la formation en passation de marchés dispensée par 2iE dans le cadre du partenariat avec le FIDA.

94. Un atelier de formation a été organisé par le BN/CRA au profit des membres des bureaux exécutifs et du personnel des secrétariats généraux des 13 CRA sur le manuel des procédures administratives et financières des CRA et du BN/CRA du 13 au 15 juillet 2016. L'atelier a regroupé 67 participants dont 14 femmes. Par ailleurs, un véhicule a été acquis et remis au BN/CRA le 28 juin 2016 en même temps que ceux remis aux DR.

Sous-composante 3: Appui institutionnel aux Directions Régionales

95. L'appui institutionnel aux Directions Régionales (DR) du MAAH, du MRAH et du MEEVCC (3 pour chacune des trois régions) vise à renforcer leur capacité à assumer les fonctions régaliennes en relation avec les objectifs et les actions du Projet.

Renforcer la capacité des DR du MAH, MRAH et du MEDD dans la zone du projet, à assumer des fonctions régaliennes en relation avec les objectifs et les activités du Projet

96. Conformément à une des recommandations de la mission de supervision de février 2016, un atelier d'appui à l'élaboration des dossiers d'appui institutionnel a été réalisé au profit des Directions Régionales du développement rural les 02 et 03 mars 2016 à Ouagadougou. Il a regroupé 29 participants dont 08 femmes composés essentiellement des Directrices et Directeurs Régionaux, leurs points focaux et l'UGP. Sur la base de ces dossiers d'appui institutionnel, 09 protocoles d'appui institutionnel ont été élaborés et ont reçu l'ANO du FIDA le 16 avril 2016. Ainsi, les 9 véhicules acquis en 2015 ont été remis lors d'une cérémonie officielle le 28 juin 2016. L'acquisition des 36 motos est effective par les procédures des Nations Unies et leur livraison est attendue. Les autres acquisitions sont en cours (matériels et équipements informatiques, fournitures de bureau, mobiliers de bureaux).

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Renforcer la collaboration avec les services étatiques des MAAH, MRAH et Ministère de l'Environnement en instituant des cadres de concertations trimestrielles	UGP / STD/ CRA	Immédiat et Continu
Former tous les nouveaux responsables (STD, CRA etc.) sur la compréhension du projet afin d'en faciliter leur appropriation	UGP	Immédiat et Continu

Composante IV: Gestion du projet et Suivi-Evaluation

Suivi-Evaluation

97. **Enquêtes de référence.** La situation de référence du projet a été réalisée par un consultant international secondé par deux consultants nationaux. Les deux études de référence, l'enquête SYGRI et l'enquête socioéconomique de base, ont été validées au deuxième trimestre de l'année 2016. La validation des deux études ont fait l'objet de deux ateliers auxquels ont pris part les différentes parties de mise en œuvre du projet composés des CRA, des services techniques, de la DGFORMR, des points focaux des secteurs ministériels et des projets financés par le FIDA: le PROFIL et le PASPRU.

98. **Manuel de suivi-évaluation.** Elaboré au dernier trimestre de l'année 2015, il a été validé le 07 juin 2016 lors d'un atelier qui a regroupé 33 participants dont 6 femmes. Les participants étaient composés des CRA, des STD, de la DGFORMR et des projets PROFIL et PASPRU. La version provisoire du manuel a, par la suite, été soumise pour approbation au comité de pilotage en sa session du 29 juin 2016.

99. Afin de poursuivre l'opérationnalisation du dispositif de suivi-évaluation trois (3) sessions de formation se sont tenues respectivement du 27 au 29 juillet, 2016 à Ouahigouya, et du 1^{er} au 3 août 2016, à Kaya et enfin du 16 au 18 août 2016, à Fada N'gourma. Ces sessions qui ont connu la participation des CRA, des STD, de la DGFORMER et de l'UGP ont regroupé un total de 63 participants dont 17 femmes. Ces sessions de formations ont permis de renforcer les capacités des différents acteurs dans l'appropriation du manuel et de ses outils afin de faciliter la collecte des données. Les projets partenaires que sont le PASPRU et le PROFIL ont été invités aux sessions de Kaya et de Fada N'gourma pour partager leur expérience en la matière.

100. En marge de ces sessions de formation, des séances de travail avec les services techniques et les cadres techniques régionaux en planification ont permis de passer en revue les indicateurs du cadre logique et de mieux affiner le dispositif de collecte des données pour fluidifier la collecte et la remontée des données.

101. Au titre du renforcement des capacités des acteurs, trois (03) cadres techniques régionaux, du BN/CRA et le point focal de la DGESS/MAAH ont vu leurs capacités renforcées en conception et planification de projet suite à une formation organisée au Cameroun du 11 au 15 avril 2016 dans le cadre du partenariat FIDA/2iE. Cette session de formation a permis de combler davantage les insuffisances en planification des CRA et d'améliorer la maîtrise d'ouvrage locale.

102. Aussi, les capacités opérationnelles de la cellule suivi-évaluation ont été renforcées avec le recrutement d'un Assistant en suivi-évaluation dont la prise de service est intervenue le 1er juin 2016.

103. Dans le cadre de la gestion de l'information du système de suivi-évaluation, deux bases de données sont en cours d'acquisition: la base de données en suivi-évaluation et la base de données des micro-projets. Des concertations avec le PROFIL et le PASPRU ont été faites afin que les bases de données de ces deux projets soient prises en exemple au niveau de Neer-Tamba. Concernant la base de données en suivi-évaluation, des échanges avec les différents bureaux informatiques ont permis de mieux cibler les besoins du Projet. L'acquisition de ces bases de données est prévue pour le quatrième trimestre 2016.

104. Deux (2) ateliers bilan programmation trimestrielle se sont tenus respectivement du 24 au 26 février 2016, à Kaya et du 25 au 26 juillet 2016, à Ouahigouya. Ces ateliers ont regroupé les parties prenantes de mise en œuvre du projet et ont connu la participation de 142 personnes dont 32 femmes. Ces ateliers ont permis au projet de faire un bilan de mise en œuvre des activités du trimestre, de dégager des pistes de solutions aux difficultés rencontrées dans l'exécution du Projet. Ces ateliers représentent également des occasions d'affiner la programmation du trimestre suivant permettant ainsi un meilleur suivi budgétaire.

105. Sous l'impulsion de la DGEES (Direction Générale des Etudes et des Stratégies Sectorielles) du MAAH, un état de mise en œuvre du PTBA actualisé est produit tous les trimestres et partagé avec les différents responsables du projet. Aussi, des tableaux de bord de suivi des résultats sont préparés et intègrent les indicateurs du cadre logique.

106. Dans le cadre de l'exercice de son rôle régalien de suivi rapproché des investissements publics, la Direction Générale de l'Economie et de la planification (DGEP) à travers la Direction de la Coordination et de l'Evaluation des Investissements publics (DCEI), a organisé la deuxième mission de supervision de la partie nationale du projet qui s'est tenue du 04 au 09 juillet 2016. La mission était composée de la Direction Générale de l'Economie et de la Planification (DGEP/MEF), la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTC/MEF), de la Direction Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles (DGEES/MAAH). Les recommandations contenues dans le rapport de cette mission ont été prises en compte dans les recommandations de la présente mission.

107. La présente mission relève un travail collectif de bonne qualité au sein de l'UGP entre les cellules techniques et celle responsable du S&E. Une très bonne compréhension de la raison d'être du système mis en place et de ses outils permet un suivi rapproché des produits et effets à tous les niveaux d'intervention. L'appropriation des indicateurs du cadre logique est avérée et l'utilisation du système de S&E (SSE) pour orienter les décisions au niveau managérial a pu être appréciée tout au long de la présente mission.

108. Cependant, des défis demeurent quant à la remontée des données depuis la base avec la maîtrise des outils de collecte encore à parfaire de la part des partenaires de mise en œuvre. En effet, l'utilisation de 2 canevas de reporting (un premier plus épuré sous format Excel et un autre plus élaboré en format Word) expose les cadres du S&E de l'UGP à des défis de consolidation. Des ajustements continus et un suivi rapproché des techniciens déconcentrés par l'UGP a permis de réduire drastiquement ces écarts et faciliter la remontée des rapports d'activités de façon efficace.

109. La multitude des acteurs de terrain (ZAT, ZATE, binômes, PAMO, PAMO-MP, PAC, STD, etc.) complexifie de façon substantielle le SSE dans son ensemble. Une fois les PAMO et PAMO-MP recruté (d'ici fin novembre), il est recommandé à l'UGP de tenir un atelier exclusivement dédié au S&E (par région) afin de sensibiliser les nouveaux acteurs comme ceux déjà en fonction, à l'importance d'un suivi rapproché, de collecte empirique de données, des leçons apprises, de la capitalisation et de l'autonomisation des bénéficiaires et ce, afin de renseigner les bases de données qui serviront d'outil d'aide à la décision au niveau de l'UGP et plus largement du COPIL.

Gestion du Projet

110. Dans le cadre du renforcement des capacités des acteurs, deux thèmes de formations ont été déroulés au profit des acteurs de mise en œuvre du projet à savoir: (i) la gestion des projets sensibles au conflit, approche "Do no harm" et (ii) l'utilisation des réseaux sociaux en tant qu'outil de communication pour le développement:

111. **Acquisition de divers matériel et réfection du siège du projet Neer-Tamba** Le siège du Projet a fait l'objet de réfection afin de permettre au personnel de l'UGP d'être dans de bonnes conditions de travail. Au total, ce sont trois bureaux qui ont été nouvellement aménagés. Les acquisitions ont porté sur dix (10) mobiliers de bureaux ainsi que trois (3) ordinateurs de bureaux et quatre (4) imprimantes, un groupe électrogène pour faire face aux fréquents délestages électriques.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Tenir un atelier exclusivement dédié au S&E (par région) afin de sensibiliser les nouveaux acteurs (PAMO, PAMO-MP, Operateurs IEC et Alpha) comme ceux déjà en fonction, à l'importance d'un suivi rapproché, de collecte empirique de données, des leçons apprises, de la capitalisation et de l'autonomisation des bénéficiaires.	CSE	Février 2017

E. État d'avancement de l'exécution du projet

Performance du projet

112. A la date du 30/09/2016, le taux d'exécution physique global du projet était de 5,59%⁶. Le taux d'exécution physique du PTBA 2016 quant à lui, était de 43,67%⁷. Ce taux d'exécution faible est partiellement expliqué par les tensions de trésoreries rencontrées par l'UGP ces derniers mois. Cependant, la projection des activités à mener jusqu'au 31 décembre 2016 permettrait d'atteindre un taux d'exécution physique du PTBA de 81,03%⁸ et ce, sur la base des contrats signés et des engagements financiers déjà pris au moment de la présente mission.

113. Pour ce qui concerne l'exécution financière, le taux global d'exécution est de 5,70% au 30/08/2016 après 3 ans de mise en œuvre contre un taux de 30% pour le PTBA 2016 à la date du 30/08/2016. Le taux d'exécution financière projeté à fin 2016 est difficile à calculer car le projet débloque au moins un (1) milliard de FCFA sous forme d'avance aux PAMO, ce qui va fausser le rapprochement entre l'exécution physique prévisionnelle et celle financière par ce que les avances ne correspondent pas à des activités financées.

114. Le projet n'a toujours pas atteint sa vitesse de croisière après deux années de mise en œuvre. Il ne pourra atteindre les cibles quantitatives et qualitatives du projet que si: (i) des mesures idoines sont prises pour accélérer la cadence de mise en œuvre; (ii) la mise en place des mesures d'accompagnement, en termes de formation, d'appui institutionnel et d'appui conseil sont mises à profit pour améliorer le portefeuille de micro-projets devant compléter et rentabiliser les activités relatives aux aménagements. Les aménagements aussi bien que les microprojets devront, dès leur conception, prendre en compte la dimension pérennisation en prévoyant la reconstitution des fonds de roulement, les dotations pour amortissement dans les comptes d'exploitation prévisionnels et surtout en complétant, de manière concomitante, les actions prévues dans les aménagements par des activités complémentaires à financer sur le fonds d'appui sous forme de micro-projets viables.

Cohérence entre PTBA et exécution

115. Les analyses de la mission montrent une mauvaise programmation financière du PTBA avec une confusion entre les engagements contractuels escomptés sur la période (PPM) et les dépenses effectives visualisées par le Projet¹. La mission a échangé avec le Projet sur les bases de calcul et de

⁶ Taux calculé sur la base des activités d'investissements en excluant la composante 4 (Gestion du projet et Suivi-évaluation).

⁷ Calcul d'exécution physique pondéré en tenant compte du poids financier de chaque activité et incluant la composante 4 (Gestion du projet et Suivi-évaluation). Le taux d'exécution physique non pondéré est quant à lui de 42,39% et 39,11% sans tenir compte de la 4ième composante.

⁸ 78,24% si on ne considère que les 3 composantes techniques du projet.

la planification du budget du PTBA, notamment sur le fait de retenir, que les dépenses à réaliser et à décaisser au cours de l'exercice budgétaire. Il importe par conséquent de tenir compte du fait: (a) que certains contrats, notamment les contrats d'infrastructures, s'exécutent sur plusieurs exercices budgétaires, (b) de la capacité et de la disponibilité des Partenaires sur les activités du Projet, notamment les Services Techniques, (c) des délais de mobilisation des ressources au niveau du FIDA.

116. De plus, la priorité établie sur l'exécution des activités relatives à la 1^{ère} composante (aménagements fonciers) s'est faite au détriment d'une complémentarité des interventions du projet sur les bénéficiaires déjà sélectionnés. Ainsi, à l'échelle du PTBA 2016 et à la date arrêtée du 30 septembre: 52,30% des activités prévues pour la composante 1 ont été réalisés (Petits aménagements fonciers villageois), 14,02% pour la composante 2 (intensification des petites exploitations et valorisation de leur production) et 46,66% pour la composante 3 (Structuration des acteurs et mise en réseau).⁹

Approche en matière de ciblage

117. Au niveau du ciblage, il est recommandé d'opter pour une approche holistique en vue d'une concomitance, dans une zone donnée, de toutes les potentialités qu'offre le projet. Par exemple, en complétant les interventions au niveau des aménagements avec des soumissions de microprojets au fonds d'appui en vue d'ajouter de la valeur à la production (stockage, transformation, commercialisation) ou d'assurer une irrigation d'appoint. La mission recommande donc pour la sélection des microprojets de 2017 de favoriser les bénéficiaires ayant déjà reçu un appui sur les aménagements fonciers pour permettre une réelle intensification de la production et des moyens de valorisation.

118. La mission recommande aussi de sensibiliser les rédacteurs et les binômes en première ligne de la promotion du projet et de l'identification des bénéficiaires potentiels à la dimension « pro-poor » du Neer-Tamba. Une préférence devra également être donnée aux interventions (aménagements et MP) qui génèreraient de l'emploi, diffuseraient des semences de meilleure qualité aux petits producteurs, feraient la promotion de nouvelles technologies ou encore qui permettraient la valorisation/transformation du surplus de la production qui ne serait pas autoconsommée, etc.

119. L'UGP reconnaît ses faiblesses en termes de ciblage et a déjà entamé une initiative pour y pallier. En effet, une stratégie de ciblage à proprement dite sera montée et diffusée auprès de tous les partenaires de terrain pour une meilleure cohésion entre les activités et la réalisation des objectifs de développement du projet. Au moment de la mission, des TDR pour la réalisation d'une telle stratégie ont été finalisés et il est prévu le recrutement d'un consultant externe dans les prochaines semaines. Tout en reconnaissant le caractère crucial de cet outil, la mission recommande vivement que la sélection du consultant, la finalisation de cette stratégie et la validation par les entités concernées soient effectives avant la séance de cadrage de fin d'année entre l'UGP et les CRA/DR/CPP/CAP pour une application immédiate et une sélection plus appropriée des bénéficiaires.

Lutte contre la pauvreté

120. Toute la démarche adoptée dans ce projet vise à lutter contre la pauvreté et à accompagner les populations démunies dans leur recherche d'une autonomisation et d'une amélioration de leurs revenus. Cela permettra de concevoir pour les différents bénéficiaires des paquets qui sont réellement rentables en y adjoignant les différents volets complémentaires qui seront financés dans le cadre de la composante 1 et également par le fonds d'appui de la composante 2.

121. La mission invite par ailleurs l'UGP à s'inspirer de la note d'orientation portant sur « Le ciblage de la pauvreté dans les projets appuyés par le FIDA »¹⁰ partagée à l'occasion de cette présente mission de supervision.

⁹ Les taux d'exécution physique par composante ont été pondérés.

¹⁰ Disponible @ <https://www.ifad.org/documents/10180/ebfefb67-1758-4e3b-a99a-7ddb86c776f2>

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Finaliser la stratégie de ciblage pour sa diffusion à la prochaine session de cadrage de l'UGP dans chaque région (et pour diffusion approfondie aux binômes et rédacteurs endogènes)	CSE	Février 2017
Favoriser les bénéficiaires ayant déjà reçu un appui sur les aménagements fonciers dans la sélection des MP en 2017 en vue d'une réelle intensification de la production et des moyens de valorisation	CRA / Binômes / Rédacteurs / CPS/ CAP	Immédiat

F. Aspects fiduciaires

122. **Le coût TTC NEER-TAMBA** s'élève à 113,2982 millions USD (56,6491 milliards de FCFA). Le coût du Projet par bailleur est le suivant: (i) un don FIDA d'un montant de 33,200 millions DTS (environ 52,818 millions USD), soit 46,62%; (ii) un Don FIDA d'un montant de 15,392 million USD, soit 13,59%; (iii) un Prêt FIDA d'un montant de 15,392 USD, soit 13,59%; (iv) une participation des bénéficiaires estimée à 5,828 USD, soit 5,14%; et (v) une contribution du Gouvernement de 23,867 millions USD, soit 21,07% .

123. **Le coût du Projet par composante** se répartit comme suit: (i) Petits aménagements fonciers, 52,772 millions USD (46,58%); (ii) Intensification des petites exploitations et valorisation de leurs productions, 30,455 millions USD (26,88%); (iii) Structuration des acteurs et leur mise en réseau, 23,053 millions USD (20,35%) et Administration et suivi-évaluation, 7,017 millions USD (6,19) .

Gestion Interne

124. **Révision du Manuel:** La mission a constaté dans la version actuelle du Manuel, que les procédures relatives aux différents modes de sélection des Consultants n'ont pas été explicitées tant sur le processus de la passation de marché que sur les différents acteurs et leurs responsabilités. De même, les schémas de comptabilisation des procédures comptables ne respectent pas les étapes nécessaires à la bonne comptabilisation de toutes les transactions financières du Projet (*cf. paragraphe Comptabilité*). Les procédures de contrôle interne ne sont pas exhaustives (notamment au niveau de la comptabilité, la gestion des mises à disposition de fonds, la gestion des formations et Ateliers, et le contrôle budgétaire).

125. **Dispositif Organisationnel du Service Financier.** Le processus de recrutement du Comptable du CRA du Nord a été achevé le 15/02/2016. Celui du Spécialiste en PM est en cours au 30/08/2016.

126. **Gestion Comptable.** Au passage de la mission, des retraitements de données étaient nécessaires (retard dans la mise à jour de la comptabilité des CRA, correction sur les comptes de préfinancement soldés, retraitements des dettes fournisseurs et de tiers.) pour une mise à jour de la comptabilité consolidée au 30/08/2016.

127. La mission a rappelé au Service Financier, le principe de base de la Comptabilité des Projets de Développement, à savoir que, la comptabilité de Projet doit respecter l'équilibre entre les Dépenses (Emplois) et les Subventions (Ressources consommées). La structure actuelle de la comptabilité du Projet ne permet pas d'avoir une visibilité sur les engagements à rattacher à chaque bailleur du Projet (subventions à demander et à recevoir), les dépenses effectives sur les fonds de contrepartie, les exonérations sur taxes accordées par l'Etat, les Fonds de Contrepartie versés annuellement par l'Etat. La comptabilisation du dépôt initial devra être revue également afin de le comptabiliser comme une avance de fonds du FIDA à justifier.

128. C'est dans ce cadre que des réajustements doivent être opérés au niveau même de la structure du système comptable (avec notamment une distinction entre les charges d'exploitation de l'UGP/CRA et les dépenses en faveur des bénéficiaires, l'immobilisation des charges d'exploitation et leur transfert en actif immobilisé en fin d'exercice) afin d'être en mesure de refléter l'utilisation des ressources durables du Projet. Il importe par conséquent, à partir des soldes audités des comptes 2015, de reprendre la comptabilité 2016.

129. **Le contrôle interne.** Des activités de contrôle interne sont effectuées, notamment au niveau de la comptabilité (contrôle de la conformité des données avant leur traitement et la saisie comptable), la gestion de trésorerie (*contrôle des avances de fonds à justifier, établissement des rapprochements bancaires mensuels*), la gestion des actifs (*l'inventaire des immobilisations*). Il importe désormais de mieux les structurer et les matérialiser en mettant en place les outils et les dispositifs de contrôle (discutés avec la Mission), capables d'informer (éventuellement) sur les dysfonctionnements et les distorsions dans la gestion financière normée du Projet.

130. Il a été aussi relevé qu'un effort devra être fourni pour assurer le contrôle financier des CRA; il s'agira pour le service financier de l'UGP, d'effectuer (*périodicité à définir dans le manuel de gestion*) des missions de contrôle sur le terrain pour statuer sur la qualité du dispositif comptable et des pièces justificatives mais aussi de prévoir, au besoin, des ateliers d'échanges avec les services financiers des différents CRA sur des problématiques communes relevées en gestion financière.

131. La mission a noté l'affectation par l'Emprunteur d'un Contrôleur Interne au NEER TAMBA et l'exécution en juillet/août 2016 de deux missions, notamment au niveau des CRA du Bureau National et du Centre Nord. Le contrôle a couvert le respect des procédures de passation de marchés, la qualité, l'exhaustivité et la probité des pièces justificatives de dépenses, la gestion de la trésorerie et la gestion administrative. Les constats majeurs portent sur l'absence: (a) de contrats/Bon de commande pour certains engagements financiers, b) des procès-verbaux de dépouillement (*ou les fiches synthétiques de sélection de prestataire*) non établis, c) de certification sur les factures, d) la non exhaustivité des pièces justificatives de dépenses et, d) des insuffisances sur les déclarations états l'IUTS et de la CNSS.

132. La mission a demandé que les rapports du Contrôleur Interne structurent les insuffisances relevées sur les pièces de dépenses par catégorie (*dépenses inéligibles ou insuffisamment justifiées*) et établissent un plan d'action adossé à un chronogramme pour la régularisation des insuffisances relevées. Les rapports de contrôle interne et les plans d'action y afférents sont à transmettre au FIDA. La mission demande d'étendre d'une part le champ d'investigation du contrôleur interne à la comptabilité de l'UGP et d'autre part, que son cahier de charges soit étendu au contrôle des ECD avant leur transmission au FIDA, (*éligibilité des dépenses, exhaustivité des pièces de dépenses, conformité des imputations catégorielles*). Les rapports de missions du Contrôleur interne et l'état d'avancement dans la mise en œuvre du plan d'action seront restitués en réunions de Coordination.

133. **Gestion de la Trésorerie:** Les dettes fournisseurs au 30/08/2016 du NEER TAMBA s'élèvent à 46 millions FCFA. La mission a relevé des risques de tension de trésorerie dans le court terme pour le Projet. Elle a par ailleurs noté, par rapport au montant du dépôt initial, une moyenne de 26% de disponibilités sur le Compte Désigné au moment de l'élaboration d'une DRF¹¹. Cette situation nécessite vivement que le RAF améliore la programmation des DRF afin de présenter les dépenses en remboursement au plus tard 3 mois après leur exécution (*suivant les normes admises par le FIDA pour une bonne efficience dans la gestion du Compte Désigné*) et/ou suivant la programmation faite dans le plan de trésorerie. La mission a relevé des délais de paiement des DRF importants (*moyenne de 50 jours*) entre la date d'élaboration de la DRF et la date de paiement; il ressort des analyses que les délais importants pour l'obtention de la signature de l'Emprunteur (*12 jours en moyenne*) sur la DRF y concourent et influent par conséquent négativement sur la mobilisation des ressources du FIDA.

134. Concernant le registre des DRF/DPD, il présente les DRF/DPD établis pour tous les financements; il a été suggéré au RAF, de reprendre le Registre des DRF par financement, suivant le modèle qui lui a été proposé. Ce modèle permettra de visualiser par catégorie de dépenses les montants demandés, les montants remboursés par le FIDA, les écarts et la période couverte par les DRF.

¹¹ Échantillon constitué par DRF 3 à 6

135. **Mise à disposition des fonds aux Partenaires:** La mission relève: (a) 3 contrats des prestataires d'appui à la maîtrise d'ouvrage (PAMO) d'un montant global de 1.844.033.200 FCFA en cours de négociation; (b) neuf (9) contrats des prestataires d'appui à maîtrise d'ouvrage des micro-projets (PAMO-MP) d'un montant global de 2.521.204.320 FCFA également en cours de négociation. Dans les deux cas, la signature des contrats est visualisée en octobre 2016.

136. Les modalités de paiement des conventions avec les Partenaires d'exécution (CRA, STD etc.) prévoient une avance de démarrage de 20% à 30% du montant de la convention. La mission a suggéré au Projet de substituer à l'avance de démarrage, le principe d'avance de fonds corrélé à un plan d'actions et des résultats à atteindre (*afin de s'inscrire avec les partenaires dans une logique de Gestion Axée sur les Résultats*). Le processus de renouvellement des fonds se basera sur: (i) la justification d'au moins 70% de la tranche précédente, (ii) d'un nouveau plan d'actions à hauteur des ressources à décaisser et enfin, (iii) d'un contrôle financier de la tranche justifiée (*rapprochement des relevés bancaires du Partenaire avec les retraits effectués sur les fonds du Projet, rapprochement des dépenses effectuées avec les allocations budgétaires autorisées sur le plan d'actions, contrôle de la qualité et la probité des pièces justificatives*).

137. Le contrôle financier (*à effectuer conjointement par le RAF, le Contrôleur interne et le RSE*) sera sanctionné par un rapport financier, complété par le rapprochement entre l'exécution financière et l'exécution technique du Plan d'actions. Pour une meilleure traçabilité des décaissements sur les fonds du Projet, il sera demandé aux Partenaires d'exécution dont la convention avec le NEER TAMBA couvre plusieurs exercices budgétaires (*convention pluriannuelle*) d'ouvrir des comptes bancaires spécifiques, dédiés aux seules activités du NEER TAMBA.

Aspects Fiduciaires

138. **Gestion financière.** La mission a noté une bonne appropriation du logiciel de gestion financière par l'équipe de la CAF. A date, le module suivi budgétaire permet de disposer d'informations sur les transactions financières par financement/bailleur, par composante et par rubrique budgétaire. Toutefois, il importe de revoir le paramétrage du plan analytique (*pour une meilleure cohérence avec la codification du budget du PTBA et faciliter le suivi analytique du Budget dans le module suivi budgétaire*). Le re-paramétrage du plan Comptable (*à réviser*) devrait permettre de mettre en cohérence les Emplois du Projet et les subventions consommées sur chaque bailleur.

139. Après une prise en compte des corrections proposées par la mission (*dont l'apurement des soldes non échus sur les contrats de la situation des comptes fournisseurs*), le Projet serait en mesure de rapprocher ses Emplois avec les décaissements au niveau du FIDA (*à demander, à recevoir et reçus*).

140. Concernant le reporting semestriel à transmettre au FIDA, la mission a insisté sur la transmission semestrielle du Rapport Financier Intérimaire (RFI). Elle a aussi suggéré le paramétrage des situations financières du RFI afin de faciliter leur élaboration. Toujours sur le « reporting » financier, la mission a noté l'élaboration d'un rapport technique et financier pour le 1^{er} trimestre 2016; mais les aspects financiers du rapport ont été essentiellement focalisés sur l'exécution budgétaire du PTBA. La mission a par conséquent partagé avec le RAF, un tableau de bord de gestion (*à établir mensuellement pour les réunions de coordination*) susceptible de fournir des informations utiles au pilotage du Projet, incluant outre l'exécution budgétaire, le niveau d'exécution du Plan de Passation de Marché, la situation des avances non justifiées, la situation de la trésorerie (*disponible et attendue*).

141. **Réalizations financières cumulées du projet:** Au 30/08/2016, le cumul des réalisations financières du Projet (FIDA et Etat) est estimé à 3,22 milliards FCFA¹² pour un coût global du Projet évalué à la Formulation à 56,64 milliards FCFA, soit un taux d'exécution financière globale de 5,70% après 3 ans d'exécution.

12 Sans les taxes exonérées par le Gouvernement et sans les engagements

142. **Exécution financière du PTBA 2016.** Au 30/08/2016, sur la base des informations disponibles, le taux de réalisation financière du PTBA 2016 est de 30%¹³ (sans les engagements). A quatre mois de la fin de l'année budgétaire l'exécution financière du projet est faible. A titre comparatif, l'exécution financière de l'exercice 2015 avait été estimée par le Projet à 82,38%.

143. Globalement sur le budget 2016, la performance financière du Projet par composante (*rapport aux prévisions*) est la suivante: (a) Petits aménagements fonciers (29%); (b) Intensification des petites exploitations et valorisation de leurs productions (15%); (c) Structuration des acteurs et leur mise en réseau (27%); (d) Administration et suivi-évaluation (71%).

144. Spécifiquement au financement FIDA (3,701 milliards FCFA) sur le budget 2016, le taux réalisation budgétaire est de 26% (973 millions FCFA), Le taux d'exécution budgétaire des exercices antérieurs est le suivant: (a) 2014, 8%, (b) 2015, 89,59%.

145. Les analyses de la mission montrent une mauvaise programmation financière du PTBA avec une confusion entre les engagements contractuels escomptés sur la période (PPM) et les dépenses effectives visualisées par le Projet La mission a échangé avec le Projet sur les bases de calcul et de la planification du budget du PTBA, notamment sur le fait de retenir, que les dépenses à réaliser et à décaisser au cours de l'exercice budgétaire. Il importe par conséquent de tenir compte: (a) que certains contrats, notamment les contrats d'infrastructures, s'exécutent sur plusieurs exercices budgétaires, (b) de la capacité et de la disponibilité des Partenaires sur les activités du Projet, notamment les Services Techniques, (c) des délais de mobilisation des ressources au niveau du FIDA.

146. La détermination des nouvelles activités du PTBA doit prendre en compte aussi le volume des engagements sur les PTBA antérieurs reversés dans le nouveau PTBA et le temps de travail pour leur exécution/supervision par l'UGP. La mission a vivement recommandé au RAF, d'établir systématiquement un Plan de décaissement sur la base du budget du PTBA, afin de disposer d'un moyen pour estimer le réalisme du budget.

147. **Décaissement sur Don Initial et le Prêt/Don Complémentaire.** Au 30/08/2016, la situation des décaissements du NEER TAMBA sur le flexcube (en prenant en compte les dépôts initiaux) sont respectivement de 4,15% sur le Don Initial et 4,20% sur le Prêt/Don complémentaire.

148. En prenant en compte les DRF 04 (en instruction au FIDA) et 06 (à la signature de l'Emprunteur) pour un montant de 690.574 USD, le taux de décaissements prévisionnel sur les ressources du Don Initial serait de 6% avant fin octobre 2016. La mission note aussi la transmission de DRF de rehaussement de l'avance initiale d'un montant de 800 millions FCFA le 27/07/2016, reparti sur les trois (3) financements.

149. **Reconstitution du Compte Désigné (CD) FIDA.** La mission a procédé à la reconstitution du compte désigné du Projet (800 millions FCFA) à la date du 30/08/2016. Elle a noté des transferts de Fonds de Contrepartie (FCF) sur le compte d'opérations FIDA de l'UGP (140 millions FCFA) et les sous/comptes d'opérations des CRA (480 millions FCFA) sur la période juillet/août 2016¹⁴.

150. A date, les disponibilités représentent 10% de l'avance initiale (600 millions FCFA) et les DRF à recevoir représentent 50%. Les dépenses non demandées en remboursement représentent 39% du montant de l'avance initiale, soient 313 millions FCFA.

151. Les FCP transférées sur les comptes d'opérations FIDA ont été entièrement consommées, au titre du principe de financement des activités en pari passu avec le FIDA; il importe de comptabiliser entièrement ces dépenses sur la Comptabilité de l'Etat.

¹³ Sur un budget 2016 de 4,965 milliards FCFA les réalisations financières se chiffrent à 1,470 milliards FCFA

¹⁴ Ces opérations de transfert ont été effectuées avant l'ouverture de compte d'opérations spécifiques aux fonds de contrepartie.

152. **Financement de la contrepartie.** Conformément aux dispositions des Accords de financements, le Gouvernement participe en pari passu avec le FIDA sur le financement en numéraire des activités et aussi, en exonération de taxes sur les biens et services.

153. Sur la période 2014/2016, sur une prévision budgétaire cumulée de 2,886 milliards FCFA, le gouvernement a décaissé 1,623 milliards FCFA, soit 56% des prévisions budgétaires. Spécifiquement à l'exercice 2016, le Gouvernement a décaissé 67% des Fonds de Contrepartie en numéraire budgétisé dans le PTBA. La mission rappelle que le principe d'un financement en pari passu des activités et des infrastructures nécessite que les fonds FCP budgétisés, soient entièrement mis à la disposition du Projet, sous peine de freiner la mise en œuvre et/ou entraîner l'exécution de dépenses non autorisées sur les ressources FIDA, susceptibles d'être déclassées en dépenses inéligibles.

154. Les dépenses réalisées sur les FCP depuis le démarrage du Projet se chiffrent à 902 millions FCFA et se répartissent comme suit par composante: a) Petits aménagements fonciers (25,04%); (b) Intensification des petites exploitations et valorisation de leurs productions (14,39%); (c) Structuration des acteurs et leur mise en réseau (20,58%); (d) Administration et suivi-évaluation (39,99%). Les disponibilités financières sur le compte de contrepartie s'élèvent à 22,244 millions FCFA au 30/08/2016.

155. En l'absence d'informations sur les taxes exonérées, il est difficile d'estimer la performance financière du Gouvernement par rapport à sa contribution à la mise en œuvre du Projet (11,933 milliards FCFA).

156. **Dispositions des Accords de Financement:** La mission note que: (a) l'ANO a été obtenu le 21/01/2016, (b) le rapport d'audit des comptes 2015 a été transmis le 29/06/2016, (c) Le rapport annuel de l'exercice 2015 a été transmis au FIDA le 05/04/2016. Le rapport technique et financier du 1^{er} trimestre 2016 a été élaboré en avril 2016 et transmis au FIDA le 04/05/2016.

157. **Revue ECD.** Sur la DRF 4, la revue ECD a été réalisée sur 393/880 dépenses (toute catégorie confondue) exécutées sur la période du 01/09/2014 au 31/12/2015 (67% des dépenses sous ECD testé). Sur la DRF 6, l'analyse a porté sur 153/286 dépenses à la période du 01/09/2014 au 31/12/2015 (soit 75% des dépenses sous ECD testé). D'une manière générale, la documentation est satisfaisante mais certaines pièces justificatives ne sont pas classées dans leurs dossiers respectifs. L'existence d'un problème de paramétrage a été relevé (le logiciel Tom2Pro, prend en compte le solde du compte sur la colonne valeur des contrats au lieu du montant réellement décaissé sur la période). La mission relève avec satisfaction les efforts d'amélioration sur la DRF 6 mais note néanmoins la nécessité de systématiser a) la mention estampillée « payé » et b) l'acquittement des copies de chèques par les prestataires (*cf. Annexe Revue des ECD*).

158. **Passation de marché.** Au 30/08/2016, le PPM 2016 a été réalisé à 48% (26 activités réalisées sur une prévision de 54 activités); sur le plan financier, le taux d'exécution financière du PPM est de 12%. Sur le montant contractualisé (945 millions FCFA) le Projet a décaissé 56% (530 millions FCFA).

159. Concernant le dispositif de gestion des marchés/conventions, la mission a relevé la non-conformité du canevas du Plan de Passation de Marchés (PPM). La mission a demandé au RAF de reprendre le registre des contrats sur la base du modèle inclut dans la LTB et d'actualiser périodiquement les informations sur l'exécution du PPM, notamment les dates de réalisation des activités de passation de marché. Elle a aussi suggéré à la structure de gestion financière du Projet la mise en place d'un tableau de suivi des contrats/conventions (*qui renseigne en particulier sur l'adjudicataire, la date de fin du contrat, et les pénalités éventuellement appliquées*) et un le tableau de suivi corrélant l'exécution financière et physique des contrats en cours.

160. La mission rappelle que l'actualisation du Registre des Contrats et du tableau de suivi des marchés, l'archivage de la documentation sur tout le processus de passation de marché sont de la responsabilité du RPM, à qui le RAF devrait transmettre, les pièces justificatives des paiements

effectués sur les marchés/conventions. (Facture, copie de chèque/ordre de virement) sur les marchés/conventions.

161. **Audit.** Le NEER TAMBA a transmis le rapport d'audit des comptes 2014/2015 au FIDA le 29/06/2016. Selon les travaux d'audit, les états financiers donnent une image fidèle de la situation financière du NEER TAMBA au cours des exercices 2014/2015, avec des réserves mineures sur l'affectation des dépenses par sources de financement et un solde bancaire anormalement créditeur du fait d'insuffisances relevé dans le suivi des soldes disponibles dans les comptes bancaires.

162. L'auditeur a relevé une dépense inéligible de 64 597 FCFA payés par le FIDA sur la facture N°20152207/17; l'inéligibilité repose selon l'auditeur sur le fait que la part à rembourser par le FIDA ait été déterminée sur le montant total TTC. La mission rejette l'avis de l'auditeur conformément au pourcentage des dépenses à financer de l'annexe 2 de l'AF et la section 11.02 « Remboursement des Impôts » des conditions générales annexées à l'AF.

163. La mission a constaté que: a) l'auditeur ne présente pas dans son rapport: a) les normes/principes comptables du NEER TAMBA, b) l'absence d'un bilan du Projet présentant notamment les immobilisations, c) l'exécution budgétaire de la période sous revue; d) l'exécution du Plan de passation des marchés n'est pas présentée. L'état d'avancement des travaux et la cohérence entre les réalisations physiques et les décaissements consécutifs non pas été présentés.

164. Les observations majeures sur le contrôle interne portent sur: i) la confusion dans la comptabilisation des mises à dispositions de fonds et des avances de fonds aux CRA, ii) l'absence d'un Spécialiste en PM, iii) la codification et la gestion des immobilisations dans les CRA, iii) la traçabilité dans la comptabilité des CRA régionaux, des avances de fonds faites par le CRA/BN pour des activités pour son compte.

165. La Mission note que pour l'essentiel, la mise en œuvre des recommandations de l'auditeur est conditionnée à la révision de certaines procédures comptables et de trésorerie du manuel de gestion.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Gestion Interne		
<u>Révision du Manuel:</u> Procéder à une révision du Manuel des Procédures Administratives, financières et comptables	RAF	Juin 2017
Gestion comptable Restructurer la comptabilité du Projet avec l'appui d'un Comptable ayant une expertise sur le logiciel Tom2Pro	RAF	Décembre 2016
Contrôle interne: <ul style="list-style-type: none"> (i) mieux structurer et matérialiser les activités de contrôle interne et mettre en place les outils et les dispositifs de contrôle appropriés; (ii) effectuer des missions de contrôle des CRA et prévoir aussi des ateliers d'échanges avec les CRA et autres partenaires sur les insuffisances relevées dans la gestion des fonds transférés, 	<ul style="list-style-type: none"> RAF / Contrôleur interne; RAF / Contrôleur interne du BN/CRA; 	<ul style="list-style-type: none"> Immédiat et continu Immédiat et continu
Gestion de la trésorerie <ul style="list-style-type: none"> (a) établir un Plan de trésorerie sur le compte désigné faisant clairement ressortir les dates limites d'élaboration des DRF, (b) reprendre le Registre des DRF pour chaque financement à partir du canevas de la mission. 	<ul style="list-style-type: none"> RAF RAF 	<ul style="list-style-type: none"> Immédiat et continu Immédiat et continu
Mise à disposition des fonds au Partenaires <ul style="list-style-type: none"> (a) corrélér les mises à disposition de fonds aux Partenaires d'exécutions avec un plan d'actions clarifiant les livrables à obtenir et leur coût, (b) effectuer une mission de contrôle financier (au besoin in situ) sur l'utilisation des ressources avant tout renouvellement de fonds et un rapprochement de l'exécution financière et l'exécution technique du Plan d'actions, (c) demander aux Partenaires d'exécution autres que les services étatiques dont la convention avec le NEER TAMBA couvre plusieurs exercices budgétaires d'ouvrir des comptes bancaires spécifiques pour les fonds du Projet. 	<ul style="list-style-type: none"> RAF RAF RAF 	<ul style="list-style-type: none"> Immédiat et continu Immédiat et continu Immédiat et continu
Gestion financière <ul style="list-style-type: none"> (a) Revoir le paramétrage du Plan Comptable et du Plan analytique, (b) effectuer le paramétrage du Bilan et des situations financières du Rapport financier intermédiaire (RFI), (c) établir mensuellement à l'attention de l'UGP un tableau de bord 	<ul style="list-style-type: none"> RAF RAF RAF 	<ul style="list-style-type: none"> Immédiat et continu Immédiat et continu Immédiat et continu
Exécution financière du PTBA Accompagner le PTBA approuvé avec un plan de décaissement qui fait office de chronogramme pour les décaissements du Projet sur la période.	RAF	Immédiat et continu
Reconstitution du Compte Désigné (CD) FIDA Etablir une DRF de réapprovisionnement du Compte Désigné sur les ressources du Prêt/Don FIDA.		
Financement de la contrepartie <ul style="list-style-type: none"> (a) Suivre dans la comptabilité les exonérations faites par le Gouvernement; (b) Etablir une DRF de remboursement sur le compte de contrepartie pour un montant de 620 millions FCFA. 	<ul style="list-style-type: none"> RAF RAF 	<ul style="list-style-type: none"> Immédiat et continu 15/12/2016
Passation de marché Mettre en place et renseigner les outils de gestion capables d'informer sur les activités de passations de marché et la performance du Projet en la matière.	RAF /SPM	Février 2017
Audit <ul style="list-style-type: none"> Envoyer une note d'information au FIDA sur la non-recevabilité de la dépense jugée inéligible par l'auditeur, Transmettre systématiquement au FIDA une note d'observation sur la qualité du travail de l'auditeur et les points de divergence avec l'auditeur. 	<ul style="list-style-type: none"> COORDO MINEFID 	<ul style="list-style-type: none"> Immédiat Immédiat et continu

G. Durabilité

166. Les méthodes et les approches et les standards choisis par le projet apparaissent, à la mission, de nature à organiser la durabilité des réalisations. Elles devront bien sur le moment venu être évaluées en fonction des premiers résultats et perfectionnées.

167. En particulier, le choix de confier la mise en œuvre à des institutions pérennes (CRA pour les appuis directs aux groupes cibles et DR pour les fonctions régaliennes liées à ces appuis) et de fixer ces acquis au sein de la société civile (Organisations de producteurs notamment) et du secteur privé permet d'envisager la poursuite et la consolidation des acquis du projet au-delà de sa date d'achèvement. Cette perspective de durabilité devrait être renforcée par l'importance donnée dans le cadre du projet à la concertation et la mise en partenariats entre ces acteurs.

168. Il commence déjà à apparaître que les équipes techniques placées au sein des CRA (région et province) permettent à celles-ci d'élargir l'éventail de leurs partenariats. A ce stade initial, il s'agit, essentiellement, d'autres partenaires/projets/sources d'appui qui demandent aux CRA de les appuyer dans la sensibilisation, l'identification de bénéficiaires ou l'évaluation de leurs actions¹⁵. Progressivement des collaborations plus étroites et nombreuses devraient apparaître. Déjà une initiative pour combiner des appuis «Neer Tamba» avec ceux d'un autre projet semble être en train de naître dans la province du Gourma. La mission recommande que ce type d'initiative soit encouragé et que leur nombre soit multiplié. Le nombre et la nature des partenariats «créés» ou appuyés par le projet constituera un indicateur clé de sa réussite en termes de durabilité. La mission recommande que le dispositif de suivi-évaluation tienne un «registre» de ces partenariats notamment ceux où les ressources du Neer Tamba sont «combinées» avec celles d'autres projets.

169. Cependant, même si la volonté politique de miser sur les CRA et de promouvoir leur développement et leur renforcement a été plusieurs fois réaffirmée, peu d'avancées ont été réalisées pour leur permettre de se doter de ressources pérennes suffisantes pour asseoir les bases de leur fonctionnement. La contribution directe de l'Etat reste limitée et parfois difficile à mobiliser. Plusieurs autres pistes ont été envisagées (cartes professionnelles, taxes parafiscales ou contributions «volontaires obligatoires», taxe additionnelle sur le foncier, etc.) sans qu'elles aient pu être concrétisées ni-même approfondies. Il faut cependant noter qu'une première avancée de ce type a été réalisée pour ce qui concerne les organisations interprofessionnelles des filières agricoles, sylvicoles, pastorales, halieutiques et fauniques par l'adoption le 9 septembre 2015 d'un décret d'application de la loi n° 050-2012/AN du 30 octobre 2012, lequel fixe les conditions de l'institution, de l'extension et de la perception d'une contribution forfaitaire obligatoire au profit de ces organisations. Il serait souhaitable que les CRA, par le canal de leur instance nationale (BN/CRA) dialoguent avec le Gouvernement pour étudier les différentes options et formaliser des mesures permettant aux CRA de se doter d'une base juridique leur garantissant des ressources pérennes. A première vue, la subvention totale des appuis du projet, la non-exhaustivité des comptes d'exploitation présentés lors de la mission (non prise en compte de l'amortissement du matériel, absence de reconstitution du fonds de roulement, bénéfices trop bas par producteurs bénéficiaires etc.) risque, si on n'y prend garde, de conduire à financer des activités dont la durabilité n'est pas évidente. Puisque les bénéficiaires initiaux ne remboursent pas les appuis à travers la reconstitution des fonds reçus, d'autres personnes des mêmes localités ne pourront pas bénéficier du projet.

170. L'ensemble des activités relatives à l'aménagement des bas-fonds seront réalisées dans une dynamique du « faire faire », fondée sur l'adhésion et la participation active des bénéficiaires. Aussi tous les partenaires de mise en œuvre (CRA et STD) se sont inscrits dans une démarche participative auprès des populations cibles afin d'aboutir à des schémas d'aménagement qui prennent en compte les réalités et les préoccupations des bénéficiaires. Pour le Projet Neer-Tamba, cette démarche permettra une meilleure appropriation des ouvrages et contribuera à leur durabilité.

¹⁵ PASPRU, PROFIL, PAPS, PDA/GIZ, PRRIA, REGIS AG, FAFPA, PAFASP, etc.

171. L'implication des bénéficiaires à travers des travaux communautaires suivant le principe HIMO (Haute Intensité de Main d'Œuvre) pour la réalisation des ouvrages a nécessité un renforcement des capacités de ces derniers. Aussi, en vue d'outiller les producteurs bénéficiaires des aménagements de bas-fonds (type PRP et réhabilitation) aux techniques d'aménagement, d'entretien et d'exploitation des bas-fonds, il a été organisé des sessions de formation sur chaque site à aménager dans les 3 régions. Au total 5 509 bénéficiaires ont été formés pour l'ensemble des 3 régions (1 925 au Nord, 1 559 au Centre Nord et 2 025 à l'Est). Ces personnes formées pourront à leur tour en former d'autres comme nous l'ont confirmé lors de la visite des sites certains bénéficiaires dont les parcelles sont régulièrement par d'autres producteurs.

172. Les types d'ouvrages retenus par le projet Neer-Tamba pour l'aménagement des bas-fonds sont délibérément simples dans leur conception, leur réalisation et leur gestion. Aussi, l'implication des bénéficiaires et le renforcement de leurs capacités dans la gestion et l'entretien des ouvrages faciliteront l'appropriation des aménagements par les producteurs. En pratique, il existe deux types d'entretien: l'entretien préventif et l'entretien curatif. L'entretien préventif consistera essentiellement dans le nettoyage, le faucardage le long des diguettes (Type PRP et réhabilitation) et le repositionnement des moellons déplacés (pour les bas-fonds réhabilités). Ces opérations d'entretien se feront annuellement par les producteurs, à l'aide du petit matériel de chantier qui leur a été rétrocédé par le projet à la fin des travaux. L'entretien curatif a comme objectif de réparer les dommages occasionnés par les crues. En général, ce dernier type d'entretien nécessite souvent plus d'expertise. Après une évaluation des dommages, il est prévu un accompagnement des producteurs pour la remise en état des ouvrages dégradés. Ces démarches contribueront à maintenir la performance et la durabilité des aménagements réalisés.

173. Pour la réalisation des opérations d'entretien préventif, il est prévu la mise en place d'un fonds d'entretien dont la gestion sera assurée par les COGES. Les modalités de constitution de ces fonds sont définies par les COGES, de concert avec les autres producteurs et selon les pratiques courantes dans les terroirs. Ces fonds serviront au renouvellement du petit matériel et à assurer les repas pendant les travaux d'entretien. Les Prestataires d'Appui à la Maîtrise d'Ouvrages (PAMO) et les CRA s'assureront de l'existence et de l'opérationnalité de ces fonds.

174. La problématique de durabilité des CRA a également été discutée avec le Président de la CRA du Nord et la Président de la CRA du Centre-Nord - BN/CRA. Il en ressort que l'initiative de reconnaissance juridique du statut des CRA est toujours en cours au sein du MAAH et que le projet poursuit ses appuis organisationnels dans cette direction. Du point de vue stratégique, un appui financier dégressif des CRA de la part du projet a été proposé à partir de la revue à mi-parcours qui devrait se dérouler en 2018 et ce, pour tendre vers une durabilité de ces structures. Il convient dès lors de pousser pour qu'un système de cotisation soit mis en place de la part de ces CRA vis-à-vis de ses membres (taxe sur la vente de produit agricole). Il serait souhaitable que les CRA, par le canal de leur instance nationale (BN/CRA) continuent leur lobbying auprès de l'exécutif et du législatif pour peaufiner les différentes options devant aboutir à l'octroi de ressources pérennes aux CRA. La mission exhorte par conséquent le MAAH à diligenter l'analyse de la requête émise par le BN/CRA et à faciliter sa reconnaissance légale par une loi et non par simple décret afin de permettre la mise en place des dispositions financières idoines pour une autonomie économique de ces structures paysannes.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Continuer le lobbying auprès du législatif et de l'exécutif pour une légalisation effective des CRA et une allocation budgétaire adéquate.	BN/CRA, UGP, Bureau pays FIDA	Immédiat et continu
Faciliter la reconnaissance des CRA par une loi et non par un simple décret afin de permettre la mise en place de dispositions financières idoines pour leur autonomie économique.	MAAH	Immédiat et continu
Continuer le lobbying auprès du législatif et de l'exécutif pour une légalisation effective des CRA et une allocation budgétaire adéquate.	BN/CRA, UGP, Bureau pays FIDA	Immédiat et continu

H. Aspects environnementaux

175. La finalité de ce projet est d'améliorer la gestion environnementale à travers la généralisation des bonnes pratiques de reconstitution et de gestion durable, notamment les activités de CES/DRS pour la protection de l'environnement et la récupération des terres dégradées. Les aménagements fonciers et de maîtrise et valorisation des eaux de surface, en plus de l'amélioration de la productivité, contribueront à préserver et valoriser le potentiel durable des ressources naturelles. Par ailleurs, la mission a été informée de l'arrivée toute prochaine d'un financement complémentaire provenant du fonds mondial de l'environnement.

I. Conclusion

176. La précédente mission de supervision avait considéré l'année 2015 comme une année de démarrage après un retard de près de deux ans et avait espéré que 2016 permette d'atteindre la vitesse de croisière. Cependant, force est de constater que cela n'a pas été le cas. Les bases déjà jetées (recrutement effectif de tout le personnel requis, mise en place et rodage de toutes les instances de préparation, sélection, approbation et suivi de la mise en œuvre des différents modules du projet, formation complémentaire du personnel administratif et financier, etc.) laissent espérer cette vitesse de croisière pour 2017. De même, la qualité et le dynamisme du personnel devraient permettre au projet d'accélérer la cadence de mise en œuvre afin de rattraper les retards initiaux tout en préservant la qualité des interventions et la consolidation des impacts et la réalisation effective des objectifs de développement du projet. Cela permettrait de s'en tenir à la période initialement fixée de huit ans comme période d'exécution du projet.

177. Pour parer au plus pressé en l'absence des PAMO et sur recommandation de la première mission de supervision et au regard des besoins urgents d'appui aux populations pour la réalisation des aménagements rizicoles et maraîchers, l'UGP avait jugé utile de procéder, par concertation entre acteurs au niveau régional, au choix des sites définitifs à aménager. Les sites devant faire l'objet d'aménagement ont donc finalement été choisis conjointement par les CRA et les DR sur la base d'un certain nombre de critères préférentiels (accessibilité du site, motivation des bénéficiaires, absence de conflit foncier, etc.). Cela ne devrait pas être poursuivi car avec l'arrivée des PAMO, on devrait pouvoir revenir à la normale très rapidement en 2017 et en tout cas au plus tard en 2018.

178. Avec le retard initial du projet et l'inflation, les coûts unitaires des aménagements tels qu'estimés au moment de l'évaluation du projet commencent déjà à être dépassés. Dans le même ordre d'idée, le fait de défalquer les coûts des séances des CAP et des CPS sur la ligne budgétaire réservée aux aménagements ne fait que diminuer d'autant les ressources disponibles. On pourra en grande partie résoudre ce problème de dépassement des coûts en puisant dans les ressources non allouées (imprévus physiques et financiers) mais cela nécessitera une réallocation des ressources qui habituellement n'est envisagée que lors de revue à mi-parcours prévue dans le cas d'espèces en 2018. Cette revue à mi-parcours pourrait se voir anticipée en 2017 si les conclusions de la première mission de supervision de l'année le justifient.

179. Ce projet a pour particularité d'avoir prévu un financement pari-passu (FIDA-Gouvernement) qui requiert 21% de financement (toutes taxes comprises) du Gouvernement. La contribution attendue du Gouvernement en numéraire est de 9,7 millions de \$EU, soit environ 8,4% du coût total du projet taxes et contributions des bénéficiaires comprises, et 9,7 % du coût hors taxes du Projet. Ainsi, sur la période 2014/2016, le gouvernement a décaissé 56% des prévisions budgétaires (1,623 milliards FCFA sur les 2,886 milliards FCFA prévus). Même si ce taux de décaissement est passé à 89% pour ce qui concerne l'exercice 2016 et que cette charge est perçue par certains comme lourde sur le budget national, il convient de rappeler que le principe d'un financement conjoint des activités et des infrastructures nécessite que les fonds de contrepartie budgétisés soient entièrement mis à la disposition du Projet, faute de quoi, on freine la mise en œuvre et on risque l'exécution de dépenses non autorisées sur les ressources FIDA qui seront ensuite considérées comme dépenses inéligibles. Il serait donc souhaitable, pour accéder à la totalité des ressources allouées par le FIDA à ce projet (2

dons et un prêt), que les autorités débloquent effectivement les ressources attendues du Gouvernement pour chaque budget annuel du projet. C'est aussi l'occasion ici de rappeler que le financement du FIDA s'applique exclusivement aux coûts hors taxes.

Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du Projet «Neer Tamba»

Faits essentiels

Pays	Burkina Faso	No. du projet	1580 [1100001580]	No. du prêt/don DSF	1000004400
Projet	Participatory Natural Resource Management and Rural Development Project in the North, Centre-North and East Regions			Prêt/don DSF suppl.	2000000054, 2000000064, 2000001662
Date de mise à jour	04/11/2016				
Inst. responsable de la supervision	IFAD				
Nbre de Supervisions	2	Nbre de missions avancement de l'exécution/suivi	1		
Dernière Supervision	02/11/2016	Dernière mission avancement de l'exécution/suivi	15/04/2015		

					Million USD	% Taux de décaissement
Approbation	13/12/2012			Coût total	117.45	
Accord	04/02/2013	Délai d'entrée en vigueur	8.7	FIDA Total	80.14	
Entrée en vigueur	30/08/2013	Valeur PAR	-----	Prêt du FIDA	14.49	6
Premier décaissement	29/10/2014			Don DSF	65.65	7
Examen à mi-parcours		Dernier amendement		Don FIDA		
Achèvement initiale	30/09/2021	Dernier audit	30/06/2016	field_asap_grant	0.00	0
Achèvement	30/09/2021			Financement national total	30.04	
Clôture	31/03/2022			Beneficiaries	5.91	0
Nbre de prolongations	0			National Govern	24.13	0
				Cofinancement total externes	7.27	
				GEF	7.27	0

Notes concernant l'exécution du projet

B.1 Aspects fiduciaires	Précédente	Actuelle	B.2 État d'avancement de l'exécution du projet	Précédente	Actuelle
1. Qualité de la gestion financière	4	4	1. Qualité de la gestion du projet	4	4
2. Acceptabilité du taux de décaissement	1	1	2. Exécution du S&E	3	4
3. Fonds de contrepartie	4	5	3. Cohérence entre le PTBA et l'exécution	4	3
4. Conformité à l'accord de financement	4	4	4. Prise en compte de l'équité hommes-femmes	4	4
5. Conformité aux règles de passation des marchés	4	4	5. Lutte contre la pauvreté	4	4
6. Qualité et ponctualité des audits	4	5	6. Efficacité du ciblage	4	3
			7. Innovation et leçons apprises	4	4
			8. Prise en climat et environnement	4	4

B.3 Produits et réalisations	Précédente	Actuelle	B.4 Durabilité	Précédente	Actuelle
------------------------------	------------	----------	----------------	------------	----------

1. Petits aménagements fonciers échelle villageoise	3	2	1. Renforcement des institutions (organisations, etc.)	4	4
2. Intensif petites exploitations+valoris productions	3	2	2. Autonomisation	4	4
3. Structuration et mise en réseau des acteurs	3	2	3. Qualité de la participation des bénéficiaires	4	4
			4. Adaptabilité des prestataires de services	4	4
			5. Stratégie de désengagement (préparation et qualité)	4	4
			6. Possibilité réplcation à plus grande échelle	4	4

B.5 Justification des notes

Fonds contrepartie. Réduction de 50% des engagements budgétaires du Gouvernement pour PTBA 2016 annoncée, mais UGP a négocié pour conserver reliquat 2015 (256,01 millions FCFA non reversés au Trésor) qui a été comptabilisé dans 864,9 millions effectivement mis à la disposition du projet pour exercice 2016 (soit 89% des fonds contrepartie en numéraire tel que budgétisé dans PTBA). Qualité/ponctualité audits. Rapport audit exercice 2014/2015 transmis au FIDA dans les délais (29/06/2016). Pas de manquements importants relevés en matière de contrôle interne. Opinion auditeurs sur gestion financière, CS et ECD ne présente pas de réserve majeure. Quelques réserves mineures sur affectation dépenses par sources de financement. S&E. Ensemble des rapports/informations fournis dans les délais (SYGRI y compris). Résultats enquêtes de base, SYGRI et socio-économique ainsi que manuel S&E disponibles. Les acteurs se sont appropriés le document. Système fonctionnel/permets de couvrir tous les besoins en information des parties prenantes de mise en œuvre. Cohérence PTBA/exécution. Au 30/09/2016, PTBA 2016 exécuté à 43,67% (plan physique) et à 30% (plan financier). Cependant projections faites pour fin année sur la base des contrats signés/engagements financiers donnent un taux d'exécution physique de 80% au 31/12/2016. Faible taux d'avancement du PTBA expliqué par tensions de trésorerie rencontrées. Efficacité ciblage. Ciblage présente insuffisances caractérisées notamment par absence de véritable stratégie. Cette lacune se traduit par une approche focalisée sur activités plutôt que réels besoins des bénéficiaires pour contribuer à la lutte contre la pauvreté (manque de complémentarité entre différentes composantes). Accent mis sur appui à producteurs ou propriétaires terriens capables de démontrer réalisations physiques tangibles mais aux effets mitigés quant à atteinte objectifs de développement du projet

Évaluation globale et profil de risque

	Précédente	Actuelle
C.1 Actifs physiques/financiers	4	3
C.2 Sécurité alimentaire	4	3
C.3 Qualité de l'amélioration des actifs naturels et la résilience climatique	4	4
C.4 Avancement globale de l'exécution (Sections B1 et B2)	4	4

Justification des notes sur l'avancement globale de l'exécution

Les premières réalisations ont seulement été entreprises en 2015

C.5 Probabilité de réalisation des objectifs de développement (section B 3 et B4)	4	4
---	---	---

Justification des notes sur les objectifs de développement

Bien que l'entrée en vigueur du projet soit intervenue le 30/08/2013, l'année 2015 est l'année réelle de démarrage des activités du Projet. L'année 2016 est une année de pleine exécution de réalisation des activités physiques dans les trois régions d'intervention du projet. Le retard dans l'acquisition du logiciel Tom2Pro due à la longueur des processus de passation de marché a constitué un véritable goulot d'étranglement dans la mise en œuvre du projet si bien que les DRF n'ont pas pu être présentées à temps, entraînant des tensions de trésorerie au deuxième et troisième trimestre de l'année 2016 même si la mobilisation de la contrepartie nationale a été satisfaisante. Les effets du projet après deux ans de mise en œuvre sont peu perceptibles, même si des améliorations dans le domaine de la sécurité alimentaire sont visibles au regard des investissements réalisés (avec l'augmentation de production agricole grâce aux aménagements de basfonds, puits maraichers et CES/DRS). Les facteurs limitants l'avancement global du projet existent bien que des dispositions soient prises notamment la mobilisation imminente des prestataires clés et dans le domaine fiduciaire avec l'opérationnalisation de TOM2Pro. Toutes ces actions pourraient contribuer à de meilleurs résultats vers l'atteinte des objectifs de développement du projet. Les CRA appuyées par le projet, bien que fonctionnelles, ont encore besoins d'appuis pour jouer pleinement leur rôle de maîtrise d'ouvrage déléguée. La délégation de maîtrise d'ouvrage aux CRA constitue déjà un élément clé de la stratégie de sortie du projet même si à ce stade de mise en œuvre du projet, les appui-conseils doivent être constants.

C.6 **Risques** Description succincte des principaux risques concernant chaque section ainsi que de leur impact sur la réalisation des objectifs de développement et la durabilité des résultats

Aspects fiduciaires	La structure de la comptabilité du Projet ne permet pas de visualiser les engagements financiers par bailleur et de rapprocher les emplois durables aux subventions consommées. Le contrôle des opérations financières doit prévoir des missions de terrain et une matérialisation des constats et recommandations. Le Projet devra aussi définir une méthodologie pour le contrôle financier des mises à disposition de fonds aux Partenaires d'exécution.
Avancement de l'exécution du projet	En 2016, les tensions de trésorerie qu'a connues le projet sont à l'origine des faibles taux d'exécution physique et financière. La crainte de la récurrence de cette difficulté, la longueur des processus de passation de marché, le non aboutissement du recrutement des PAMO et des PAMO-MP, acteurs clés de mise en œuvre, l'attentisme des CRA et leur non appropriation totale de la délégation de maîtrise d'ouvrage constituent des risques majeurs à l'avancement de l'exécution du projet,
Produits et réalisations	Le recrutement des PAMO, PAMO-MP des prestataires IEC et Alpha sont en phase de finalisation mais leur appropriation du projet pour aller en accélération est à craindre. Aussi, la multitude des acteurs qui rentreront en jeu en fin 2016 laisse penser à un chevauchement des rôles s'il n'existe pas de coordination entre tous. La défaillance de certains fournisseurs, tâcherons/entreprise de travaux et prestataires de services, inhérent à tout projet de réalisation d'infrastructure de production, pourrait constituer un frein à la livraison à bonne date des ouvrages. La complémentarité entre les composantes du projet doit être de mise car la non livraison des aménagements à temps compromettrait l'intensification et partant les rendements des productions.

Durabilité

Les CRA ne disposent pas à ce jour d'une base de ressources financières pérennes à même de garantir leur capacité à fournir les services au-delà de la durée du projet. Un dialogue de politiques sur cet aspect a été entrepris en 2016 (CRA, projet, Gouvernement, FIDA et autres PTF).

Suivi proposé

Question/problème	Mesure Recommandée	État de calendrier	État d'avancement
Volets bourses de dotation non encore mis en œuvre	Le volet « bourses de dotation » n'a pas encore été mis en œuvre en 2016 limitant ainsi la capacité d'intervention des DR dans les activités du projet. Un suivi rapproché est prévu au niveau du bureau pays pour la mise en œuvre ce volet qui contribuera à l'appropriation du projet par les autorités publiques.	1er trimestre 2017	
Capacité de gestion de l'outil TOM2PRO de la part des cadres de la CAF	Après leur récente formation à Paris sur le logiciel TOM2PRO, les cadres de la CAF devront être appuyés dans leur capacité à maîtriser les outils de gestion fiduciaire.	1er trimestre 2017	
Financement excessif de la contrepartie	Avec un financement en pari-passu de toutes les activités du projet (financement FIDA et Gouvernement), il est important de surveiller l'impact qu'une faible mobilisation de ces fonds pourrait avoir sur la mise en œuvre du projet et envisager une réallocation lors de la RMP le cas échéant.	Second Semestre 2017	
Préparation de la stratégie ciblage et calcul des taux d'exécution physique globaux à l'échelle du projet	Considérant l'aspect crucial pour le succès du projet, le développement de la stratégie de ciblage sera suivi de près par le FIDA (avec commentaires techniques à l'appui) et un appui en S&E continu sera donné afin notamment de définir une méthode de calcul du taux d'exécution global à l'échelle du projet.	31 décembre 2016	

Observations supplémentaires

Appendice 2: Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits

Synthèse	Indicateurs clé de performance	Niveau d'atteinte de l'indicateur	Moyens de vérification	Hypothèses (H) / Risques (R)
Objectif principal:				
Améliorer les conditions de vie et les revenus des populations rurales les plus défavorisées du Nord, Centre-Nord et Est du Burkina Faso	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Réduction de l'indice de pauvreté régionale ▪ Augmentation de l'indice d'accumulation des actifs/biens* ▪ Réduction de la prévalence de la malnutrition chronique des enfants <5 ans ** ▪ Réduction de la prévalence de la malnutrition aiguë des enfants < 5ans** malnutrition aiguë* ▪ Réduction de la prévalence de l'insuffisance pondérale des enfants < 5 ans en insuffisance pondérale* ▪ Réduction de la part des ménages touchés par l'insécurité alimentaire (réduction de la durée de la période de soudure)** 		<p>Statistiques de l'INSD Statistiques Régionales de la Production Agricole</p> <p>Etudes de cas et enquêtes par échantillonnage Enquête d'impact SYGRI</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 	<p>Stabilité socio-politique <i>Elections démocratiques tenues à l'échéance prévue</i></p> <p>Aléas naturels <i>Potentiel avéré d'amélioration de la résilience par des techniques de CES/DRS simples et de petits aménagements fonciers</i></p> <p>Risque de trajectoires de développement produisant de l'exclusion sociale au sein des groupes vulnérables <i>Culture et volonté politique nationale d'inclusion sociale et de développement équilibré et équitable</i></p>
Objectif de développement du Projet/Programme:				
Appuyer 40 000 ménages ruraux les plus pauvres ciblés, notamment les femmes et les jeunes, à construire et renforcer leur autonomie et leur capacité à jouer un rôle moteur croissant, pleinement reconnu par les autres acteurs, dans la construction d'un tissu économique et social durable	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Augmentation globale des revenus des ménages ciblés de 18 millions de \$EU par an ▪ Nombre de ménages disposant d'un droit de jouissance garanti à long terme sur les ressources naturelles ** ▪ Durabilité probable (après 3 ans) des groupes de production agricole/animale créés/consolidés: 95% de groupes opérationnels/fonctionnels** 		<p>Statistiques nationales Cadre stratégique du secteur rural, politiques sectorielles, stratégies filières nationales et régionales Rapports d'activités des CRA, opérateurs, partenaires de mise en oeuvre</p>	<p>Environnement favorable à la responsabilisation et au développement des acteurs ruraux privés et publics Faible capacité initiale et éventail incomplet des outils/services et/ou acteurs <i>Poursuite de la transition initiée (décentralisation) et de l'appui au secteur rural (OP par filière, tenue d'Etats Généraux de l'Agriculture, CRA, etc.), constance de la ligne politique et stratégie de modernisation du secteur rural en cours (PNSR, analyse et réformes institutionnelles, etc.)</i></p>
Effet 1: La résilience des ménages, des exploitations et des villages face aux aléas climatiques est accrue	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Nombre d'hectares supplémentaires cultivés** <ul style="list-style-type: none"> - 6 000 ha irrigués (bas-fonds) mis en culture - 600 ha de terres cultivés en maraîchage ▪ >80% des infrastructures encore en service après 3 ans** 	<p>169 ha en 2015 892 ha en 2016 à valider</p>	<p>Statistiques nationales Cadre stratégique du secteur rural, politiques sectorielles, stratégies filières nationales et régionales Rapports d'activités des CRA, opérateurs, partenaires de mise en oeuvre</p>	<p>Résistances à l'accès des populations cibles à des droits fonciers équitables et durables</p> <p><i>Qualité du processus participatif de diffusion et explication de la nouvelle législation foncière</i></p>

Synthèse	Indicateurs clé de performance	Niveau d'atteinte de l'indicateur	Moyens de vérification	Hypothèses (H) / Risques (R)
	<ul style="list-style-type: none"> 10 500 ha de terres améliorés par des mesures de conservation des sols et de l'eau** 100% des ménages sont sécurisés par des accords fonciers négociés 			
Produits: 1.1 Les aménagements productifs ont accru la gestion rationnelle de l'eau et la fertilité du sol et le capital foncier des ménages a augmenté 1.2 L'accès des groupes cibles vulnérables à ce capital foncier est accru	<ul style="list-style-type: none"> 6 600 ha de périmètre d'irrigation aménagés/remis en état** 10 500 ha faisant l'objet d'une gestion améliorée des sols** <ul style="list-style-type: none"> 5500 ha avec technique manuelle 5000 ha avec techniques mécaniques 1000 groupes de gestion de l'infrastructure créés/consolidés, 7000 membres (H/F/J), 100% avec femmes dans les instances de direction** 12 topographes formés et installés 1000 accords fonciers délivrés sur les nouveaux aménagements (par type et genre) 	<ul style="list-style-type: none"> 1061 ha 2753.55 ha 2581,55 ha 172 ha 81 groupes de gestion 618 membres (13 sur 14) 93% avec femmes dans les instances de direction** 2015 2016 non disponible 26 accords fonciers ont été délivrés et sont disponibles à l'UGP et 25 autres en attente d'acheminement 	Registre des Services Fonciers Ruraux <ul style="list-style-type: none"> Rapports d'activités des CRA, DGFORMR, et opérateurs/partenaires de mise en œuvre Registre des Services Fonciers Ruraux Rapports d'activités des CRA, DGFORMR, et opérateurs/partenaires de mise en œuvre 	
Effet 2: Les activités agricoles et d'élevage sont intensifiées et diversifiées, les productions agro-sylvo-pastorales sont valorisées et sont "vertueuses" en terme d'environnement et de gestion durable des ressources naturelles	<ul style="list-style-type: none"> Amélioration de la production agricole et animale** Production additionnelle annuelle: <ul style="list-style-type: none"> 8.000 t de sorgho, 25.000 t de riz paddy, 9.000 t de tubercules 16.000 t de produits maraichers >80% de producteurs agricoles (H/F/J) faisant état d'une augmentation de leur production/rendement** >80% de producteurs agricoles (H/F/J) ayant adopté les techniques recommandées** >50% de petits éleveurs (H/F/J) faisant état d'un accroissement de leur troupeau** Création de possibilités d'emploi (nombre et type) 	<ul style="list-style-type: none"> 	<ul style="list-style-type: none"> Enquêtes annuelles sur échantillon et études de cas Statistiques agricoles régionales 	Difficulté d'accès physique aux marchés et structuration limitée des filières <i>Stratégies de développement des principales filières bien définies et en cours de mise en œuvre en complémentarité/synergie avec d'autres partenaires techniques et financiers</i> <i>Poursuite du développement des infrastructures de transport et de communication par les autres PTF</i>

Synthèse	Indicateurs clé de performance	Niveau d'atteinte de l'indicateur	Moyens de vérification	Hypothèses (H) / Risques (R)
Produits: 2.1 Les capacités de production et de gestion durable des terres des petits producteurs sont renforcées 2.2 Les promoteurs d'initiatives locales de développement sont appuyés dans leur démarrage	<ul style="list-style-type: none"> 40 000 personnes (H/F/J) ayant accès à des services d'appui-conseil ** 36 000 personnes formées en pratiques et techniques de production agricole/animale (H/F/J)** 57 réseaux thématiques créés et/ou soutenus, 150 acteurs associés 2 000 personnes (H/F/J) ayant accès à des fonds de développement communautaire (Fonds d'Appui, par type de microprojet)** 2 900 personnes formées dans le domaine des activités génératrices de revenus (H/F/J) ** 		<ul style="list-style-type: none"> Rapports d'activités des CRA, STD et opérateurs/partenaires 	
Effet 3: Les populations cibles et leurs organisations, leurs représentants locaux, les CRA et les directions régionales sont mieux structurés et leurs capacités sont renforcées pour une mise en réseau	<ul style="list-style-type: none"> 3 CRA et 9 DR opérationnelles (après 3 ans) >80% des OP et CVD appuyés sont opérationnels Amélioration des performances des CRA et DR: Offre et qualité des services 		<ul style="list-style-type: none"> Enquêtes annuelles sur échantillon et études de cas Statistiques nationales, régionales, locales 	Nombre et éventail limités d'acteurs aux capacités initialement très faibles Mobilité des ressources humaines les plus compétentes Appui limité de l'Etat dans les limites de son rôle régalien <i>Efficacité reconnue et promotion des stratégies basées sur le renforcement, l'organisation et la structuration de la «demande locale» pour provoquer la création d'une «offre locale de services» durable et la création/fixation de ressources humaines stables et compétentes (y compris entreprises et structures associatives ou parapubliques)</i>
Produits: 3.1 Les producteurs sont alphabétisés, informés et organisés 3.2 Les capacités des acteurs locaux sont renforcées pour une mise en réseau efficace	<ul style="list-style-type: none"> 17 000 apprenants des cours d'alphabétisation fonctionnelle (H/F/J) >15 000 personnes ayant accès au programme IEC 250 organisations paysannes/comités villageois de développements appuyés 3 CRA et le BN/CRA formées/renforcés et équipés 9 DR formées et équipées pour assumer leurs fonctions régaliennes 		<ul style="list-style-type: none"> Evaluations, études de cas Rapports d'activités des CRA, DR, opérateurs, partenaires 	

Appendice 3a: Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus

COMPOSANTE 1: PETITS AMENAGEMENTS FONCIERS

Mesures convenues	Responsabilité	Date convenue
Poursuivre l'anticipation et la planification, une année à l'avance, de tout le processus de sélection et d'étude des sites à aménager	CA, CRA	Immédiat et continu
Planifier des interventions d'envergure d'aménagement qui répondent aux besoins des producteurs sur le plan quantitatif et qualitatif.	UGP, CRA, STD	Immédiat et continu
Toute requête d'aménagement par les populations devrait être accompagnée de compte d'exploitation prévisionnel et d'une analyse économique	CA /CEA / PAMO	Immédiat et Continu
Analyser les possibilités de redimensionnement des kits de matériels pour mieux répondre aux besoins des populations cible du projet	CA	Janvier 2017
Planifier les actions des composantes de manière à apporter un paquet d'appui complet aux populations cibles pour les aménagements physiques, la production et la valorisation des produits agricoles	CA / CEA	Janvier 2017

COMPOSANTE 2: INTENSIFICATION DES PETITES EXPLOITATIONS ET VALORISATION DE LEURS PRODUCTIONS

Mesures convenues	Responsabilité	Date convenue
Diligenter la finalisation des contrats des PAMO-MP et les signer	CRA/UGP	15 Novembre 2016
Signer et mettre en œuvre les conventions de partenariat afférentes aux quatre propositions déjà approuvées dans le cadre des bourses dotation	UGP/ STD	15 Novembre
Poursuivre l'accompagnement des postulants (PAC) retenus pour assurer l'appui-conseil puis négocier et signer les contrats	CRA/UGP	15 décembre
Relancer l'appel à propositions au niveau de la région de l'Est sur le soutien au développement de réseaux d'acteurs thématiques.	CRA Est	Immédiat
Elargir à d'autres prestataires du domaine privé la participation aux prochains appels à propositions d'appui-conseil.	CRA/ CEA	A partir de 2018
Recruter une assistance technique pour accompagner les CRA dans le suivi des PAC	UGP	2017
Poursuivre la clarification des rôles et responsabilités de chacun des acteurs de la mise en œuvre du projet.	UGP	Immédiat et continu
Respecter le calendrier de mise en œuvre du fonds d'appui (voir annexe)	CEA	Immédiat
Procéder à un bilan des rédacteurs et retirer l'agrément à ceux qui auraient adopté une attitude contraire à la déontologie prônée par le projet	CRA / CEA	Avant janvier 2017
Diligenter la tenue des rencontres régionales de concertation avec les Institutions de microfinance afin de définir les bases de partenariat avec elles	CEA/ CAF / CRA	Fin nov. 2016
Tenir des rencontres régionales pour retenir les thématiques des appels à projet (AP) de 2017/2018	CRA/ CEA	Janvier 2017
Faire une évaluation précise de ces bas-fonds afin d'en tenir compte lors de la reconstitution du fonds de roulement.	CRA/ CEA / CA	Décembre 2016
Prendre en compte de l'approche chaîne de valeur dans les interventions du projet	CRA/ CEA / CA	Immédiat et Continu

COMPOSANTE 3: STRUCTURATION DES ACTEURS ET LEUR MISE EN RESEAU

Mesures convenues	Responsabilité	Date convenue
Renforcer la collaboration avec les services étatiques des MAAH, MRAH et Ministère de l'Environnement en instituant des cadres de concertations trimestrielles	UGP / STD/ CRA	Immédiat et Continu
Former tous les nouveaux responsables (STD, CRA etc.) sur la compréhension du projet afin d'en faciliter leur appropriation	UGP	Immédiat et Continu

COMPOSANTE 4: GESTION DU PROJET ET SUIVI-EVALUATION

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Tenir un atelier exclusivement dédié au S&E (par région) afin de sensibiliser les nouveaux acteurs (PAMO, PAMO-MP, Operateurs IEC et Alpha) comme ceux déjà en fonction, à l'importance d'un suivi rapproché, de collecte empirique de données, des leçons apprises, de la capitalisation et de l'autonomisation des bénéficiaires.	CSE	Février 2017

CIBLAGE ET LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ

Mesures convenues	Responsabilités	Dates convenues
Finaliser la stratégie de ciblage pour sa diffusion à la prochaine session de cadrage de l'UGP dans chaque région (et pour diffusion approfondie aux binômes et rédacteurs endogènes)	CSE	Février 2017
Favoriser les bénéficiaires ayant déjà reçu un appui sur les aménagements fonciers dans la sélection des MP en 2017 en vue d'une réelle intensification de la production et des moyens de valorisation	CRA / Binômes / Rédacteurs / CPS/ CAP	Immédiat

ASPECT FIDUCIAIRE

Mesures convenues	Responsabilité	Date convenue
Gestion Interne		
Révision du Manuel: Procéder à une révision du Manuel des Procédures Administratives, financières et comptables	RAF	Juin 2017
Gestion comptable Restructurer la comptabilité du Projet avec l'appui d'un Comptable ayant une expertise sur le logiciel Tom2Pro	RAF	Décembre 2016
Contrôle interne: (i) mieux structurer et matérialiser les activités de contrôle interne et mettre en place les outils et les dispositifs de contrôle appropriés; (ii) effectuer des missions de contrôle des CRA et prévoir aussi des ateliers d'échanges avec les CRA et autres partenaires sur les insuffisances relevées dans la gestion des fonds transférés,	RAF / Contrôleur interne; RAF / Contrôleur interne du BN/CRA;	Immédiat et continu Immédiat et continu
Gestion de la trésorerie (a) établir un Plan de trésorerie sur le compte désigné faisant clairement ressortir les dates limites d'élaboration des DRF, (b) reprendre le Registre des DRF pour chaque financement à partir du canevas de la mission.	RAF RAF	Immédiat et continu Immédiat et continu
Mise à disposition des fonds au Partenaires (a) corréler les mises à disposition de fonds aux Partenaires d'exécutions avec un plan d'actions clarifiant les livrables à obtenir et leur coût, (b) effectuer une mission de contrôle financier (au besoin in situ) sur l'utilisation des ressources avant tout renouvellement	RAF. RAF.	Immédiat et continu Immédiat et continu

Mesures convenues	Responsabilité	Date convenue
de fonds et un rapprochement de l'exécution financière et l'exécution technique du Plan d'actions, (c) demander aux Partenaires d'exécution autres que les services étatiques dont la convention avec le NEER TAMBA couvre plusieurs exercices budgétaires d'ouvrir des comptes bancaires spécifiques pour les fonds du Projet.	RAF.	Immédiat et continu
Gestion financière (a) Revoir le paramétrage du Plan Comptable et du Plan analytique, (b) effectuer le paramétrage du Bilan et des situations financières du Rapport financier intermédiaire (RFI), (c) établir mensuellement à l'attention de l'UGP un tableau de bord	RAF RAF RAF	Immédiat et continu Immédiat et continu Immédiat et continu
Exécution financière du PTBA Accompagner le PTBA approuvé avec un plan de décaissement qui fait office de chronogramme pour les décaissements du Projet sur la période.	RAF	Immédiat et continu
Reconstitution du Compte Désigné (CD) FIDA Etablir une DRF de réapprovisionnement du Compte Désigné sur les ressources du Prêt/Don FIDA.		
Financement de la contrepartie (a) Suivre dans la comptabilité les exonérations faites par le Gouvernement; (b) Etablir une DRF de remboursement sur le compte de contrepartie pour un montant de 620 millions FCFA.	RAF RAF	Immédiat et continu 15/12/2016
Passation de marché Mettre en place et renseigner les outils de gestion capables d'informer sur les activités de passations de marché et la performance du Projet en la matière.	RAF /SPM	Février 2017
Audit Envoyer une note d'information au FIDA sur la non-recevabilité de la dépense jugée éligible par l'auditeur, Transmettre systématiquement au FIDA une note d'observation sur la qualité du travail de l'auditeur et les points de divergence avec l'auditeur.	COORDO MINEFID	Immédiat. Immédiat et continu

DURABILITÉ

Mesures convenues	Responsabilité	Date convenue
Continuer le lobbying auprès du législatif et de l'exécutif pour une légalisation effective des CRA et une allocation budgétaire adéquate.	BN/CRA, UGP, Bureau pays FIDA	Immédiat et continu
Faciliter la reconnaissance des CRA par une loi et non par un simple décret afin de permettre la mise en place de dispositions financières idoines pour leur autonomie économique.	MAAH	Immédiat et continu

Appendice 3b: Etat des mise en œuvre des recommandations de la 1ère mission de supervision (au 30/09/2016)

Domaine d'action	Mesure convenue	Date	Qui	État d'avancement
Exécution du projet	Tous les volets/instruments du projet devront être actifs	2016	UGP	Réalisée Tous les volets du projet sont actifs notamment l'appui institutionnel aux DR et les bourses Dotations
	Doter les CRA des ressources humaines nécessaires	2016	Bureaux CRA, UGP, MAAH, FIDA	Réalisée Tous les postes vacants ont été pourvus. Il s'agit notamment des gestionnaires comptables du Nord, du Centre Nord et du BN/CRA, de deux Agents Provinciaux de Développement du Centre Nord et de l'auditeur Interne de BN/CRA
Produits	Equiper chaque agent provincial d'une «clé-internet»	2016	CRA	Réalisée Une note de service prenant effet pour compter du 1 ^{er} mai 2016 a été prise et est en application.
	Envisager une petite dotation «communication» pour les élus des coordinations régionales des CRA	2016	UGP/CRA	
	Pour la fin de la période sèche 2015-2016, des procédures «ad hoc» pour réaliser un premier lot d'investissements d'ancrage pour les petits aménagements CES-DRS pourront être utilisées	Jun-16	UGP	Réalisée Cette disposition a permis réduire le processus de réalisation des activités et d'enregistrer des résultats probants (1378 ha de cordons pierreux, 27 ha digues filtrante, 1023 ha de zaï et 153 ha de demi-lune)
	Vérifier l'existence d'opportunités de marché pour les périmètres maraîchers	Fin 2016	CAP CRA UGP	En cours Les sites définitifs viennent d'être retenus, les opportunités de marchés de ces sites seront évaluées au cours du mois de novembre 2016
	Exercer un suivi/animation très rapproché du volet foncier	Fin 2016	UGP	Réalisé Le renforcement des capacités des agents opérationnels notamment les STD et les CRA ont été réalisés
	Former les CAP sur le foncier et le ciblage	Fin 2016	UGP	Non réalisé En attente de la mobilisation des PAMO pour les former en même temps et les CAP

Domaine d'action	Mesure convenue	Date	Qui	État d'avancement
	Engager les processus fonciers sur les sites réhabilités et à aménager	Fin 2016	PAMO	Réalisé Les processus fonciers sur les différents sites ont été réalisés sur l'ensemble des bas-fonds et une partie des périmètres maraichers. Les ententes foncières pour ces sites sont disponibles. Le processus est en cours pour les périmètres maraicher du Centre nord et de l'Est.
	Produire un outil d'aide à la décision sur les différents types d'actes juridiques de sécurisation foncière	Fin 2016	UGP	En cours Le premier draft du guide d'appui en matière foncière aux promoteurs d'aménagement fonciers soutenus par le projet Neer-Tamba a été élaboré deux ateliers tenus respectivement du 25 au 28 mai 2016 et du 12 au 15 juillet 2016. L'outil est disponible et en attente de validation au cours d'un atelier.
	Veiller à ce que les PAMO MP soient opérationnels au plus tôt	Apr-16	CRA appui UGP	En cours La publication des résultats d'analyse des offres financières a connu un grand retard après les ANO du FIDA du 13 mai 2016 pour les CRA de l'Est et du Nord et le 23 mai 2016 pour la CRA du Centre Nord. Les projets de contrats ont fait l'objet de négociation les 28 et 29 septembre 2016 et sont en cours de finalisation. Les contrats finalisés seront soumis à l'ANO du FIDA avant leur signature prévue pour le 15 novembre 2016. Les ordres de service seront élaborés pour compter du 1 ^{er} décembre 2016.
	Définir, en concertation avec l'ensemble des acteurs les orientations régionales 2016 pour les micro-projets à appuyer par le fonds d'appui	Mar-16	CRA	Réalisée Trois rencontres régionales ont été réalisées et ont permis de définir les priorités régionales pour 2016. Ces priorités portent essentiellement sur des activités post saison hivernale
	Finaliser la réflexion en cours sur les mécanismes à mettre en place pour permettre aux CPS et CAP de disposer de ressources financières	Jun-16	CRA	Réalisé A l'échelle des trois régions, deux types de contributions ont été convenues pour appuyer le fonctionnement des instances: des frais d'audition par le CPS: 1000 F par avant-projet et des frais après approbation du CAP: 2000 F par micro-projet dont la subvention demandée est inférieure à 500 000 F CFA et 4000 F par micro-projet dont la subvention demandée est supérieure à 500 000 F. Des notes de service ont été prises au niveau des CRA et un manuel a été élaboré pour la gestion de ces frais.
	Dimensionner la durée des sessions CPS et CAP en fonction du nombre de dossiers de projets à analyser	Pour toutes les sessions	CRA	Processus continu Il a été entrepris un travail d'assainissement des avant-projets reçus afin de transmettre par région mille (1000) avant-projets à sélectionner par les CPS. Pour les CAP, le manuel de procédures de gestion du Fonds d'Appui prévoit le retour de cinquante (50) micro-projets par province. Sur cette base, les durées des sessions des CAP seront raisonnables. Deux guides d'orientation dont l'un pour la tenue des sessions CPS et le second pour la tenue des sessions CAP ont été élaborés. Pour les prochains appels à projets, le nombre d'avant-projets à recevoir sera plafonné pour tenir compte des capacités des CPS

Domaine d'action	Mesure convenue	Date	Qui	État d'avancement
	Transférer les acquis du PROFIL en matière d'appui aux OF aux acteurs «Neer-Tamba»	Jun-16	UGP NT et UGP PROFIL	En cours Un voyage d'échanges a été réalisé les 15 et 16 septembre auprès du PROFIL pour les leçons apprises et bonnes pratiques en matière d'appui aux OR. Une note d'orientation est en cours d'élaboration. Elle sera finalisée avec la contribution de l'ensemble des parties prenantes d'ici la fin de l'année 2016 pour un début d'appui aux OR en 2017
	Lancer une première vague d'appuis aux OR	Fin 2016	3 CRA avec appui UGP	Non réalisée
	Compléter les équipes des CRA Nord et Centre-Nord	Jun-16	CRA N et CN	Réalisée Les postes de gestionnaires comptables et d'agents provinciaux de développement ont été pourvus
	Mettre en œuvre le volet Appui Institutionnel aux DR	Fin 2016	UGP + 9 DR	Réalisée Les protocoles d'appui institutionnel ont été signés et sont en cours de mise en œuvre. Les véhicules acquis en 2015 ont été remis lors d'une cérémonie officielle le 28 juin 2016. Les autres acquisitions sont en cours. Leur remise est prévue d'ici la fin de l'année 2016
	Identifier les fonctions régaliennes des DR à appuyer	Fin mars 2016	DR avec appui UGP	Réalisée Un atelier d'appui a été réalisé avec les DR en vue de leur permettre de définir leurs priorités en matière de fonctions régaliennes. Ces fonctions sont les suivantes par Direction régionale: - Agriculture: Supervision technique et validation des études et travaux d'aménagement et base de données sur les aménagements; - Ressources Animales: vigilance et défense sanitaire; Environnement: supervision/validation technique des études d'impacts et des actions de mitigation liés aux aménagements hydro-agricoles.
	Montage et approbation des dossiers d'appui aux DR	Fin juin 2016	DR avec appui UGP	Réalisée Les dossiers d'appui institutionnels ont été montés sur la base des fonctions régaliennes définies plus haut. Ils ont été annexés aux protocoles d'appui institutionnel qui ont reçu l'ANO du FIDA le 24 mai 2016. Ces protocoles ont pris effet pour compter du 1 ^{er} juin 2016 et ce jusqu'au 31 décembre 2016
	Remettre les véhicules acquis aux DR sur la base d'un protocole d'affection	Fin mars 2016	UGP	Réalisée Les formalités administratives de mise en service des véhicules ont été plus longues que prévues. Aussi, des contraintes de calendrier n'ont pas permis de réaliser la cérémonie de remise officielle des véhicules aux DR par les trois Ministres en charge du développement Rural à temps. Cette cérémonie a finalement eu lieu le 28 juin 2016.
	Mettre en place les outils de suivi-évaluation sur la base du manuel provisoire	Jun-16	S&E UGP	Réalisée Les outils de suivi-évaluation ont été mis en place sur la base de la version validée du manuel qui est intervenu lors de la session du COPIL du 29/06/2016
	Prendre en compte les observations du FIDA et du COPIL sur ce manuel	2016	S&E UGP	Réalisée les observations du COPIL ont été prises en compte le 29/06/16 avant la transmission du document pour l'ANO du FIDA, lequel ANO a été accordé le 21/07/2016

Domaine d'action	Mesure convenue	Date	Qui	État d'avancement
Durabilité	Encourager et multiplier les montages d'actions combinant ressources « Neer Tamba » et autres sources	Permanent	CRA, DR, OP, UGP	Réflexion en cours au niveau de la CRA de l'Est pour la création d'un cadre de concertation avec les projets et programmes et ce dans un souci de mutualisation des efforts dans la mise en œuvre des activités
	Etablir un « registre » des « partenariats »	2016	S&E, CRA et UGP	Processus continuuel Le registre de partenariat disponible aussi bien chez les CRA qu'au niveau de l'UGP avec une actualisation continuelle (
	Accompagner les CRA dans leur dialogue de politiques avec l'Etat en vue de les doter d'une base juridique leur garantissant des ressources pérennes	A partir de juillet 2016	UGP CRA, BN/CRA, Gouv	En cours Le projet a appuyé les CRA et le BN/CRA à l'élaboration de leur manuel de procédure administrative et financière qui a d'ailleurs fait l'objet de validation, aussi des pourparlers sont en cours en vue de la révision des bases juridiques des CRA dans la nouvelle constitution
Aspects fiduciaires	Finaliser la nomenclature budgétaire principale	Feb-16	Coordo et RAF UGP	Réalisée Mise en œuvre le 24/02/2016
	Vulgariser le manuel de procédures au sein de l'UGP	Février-mars 2016	RAF	Réalisée Mise en œuvre le 15/02/2016
	Réviser le manuel des CRA et entamer le processus d'adoption par l'ensemble des CRA	2016	CRA/BNCRA appui UGP	En cours Le manuel des CRA a été révisé et validé au cours d'un atelier ayant regroupé l'ensemble des 13 CRA du 13 au 15 juillet 2016. L'assemblée consulaire régionale devant adopter le manuel est prévu pour se tenir en novembre 2016
	Installation du logiciel Tom2Pro et formation des cadres	Feb-16	UGP/CRA	Réalisée Mise en œuvre le 24/02/2016
	Accélérer le recrutement du comptable de la CRA-Nord	Feb-16	CRA/N appui UGP	Réalisée Mise en œuvre le 15/02/2016
	Renouveler le contrat du Coordonnateur	Feb-16	MAAH	Réalisée Mise en œuvre le 10/05/2016
	Introduire une fiche "Gestion des Ateliers" dans les manuels de procédures administratives et comptables + 5 jours max pour reversement	Feb-16	UGP	Réalisée Mise en œuvre le 15/02/2016

Domaine d'action	Mesure convenue	Date	Qui	État d'avancement
	Vérifier les termes des licences des CRA	Feb-16	UGP	Réalisée Mise en œuvre le 24/02/2016
	Introduire les comptes 2015 dans logiciel Tom2Pro	Jun-16	UGP, CRA, BNCRA	Réalisée Mise en œuvre le 15/05/2016
	Instituer une comptabilité patrimoniale	2016	CRA, BN/CRA	Réalisée Mise à jour le 15/05/2016
	Mettre à jour le registre des contrats	Feb-16	CRA/E	Réalisée Mise à jour le 15/05/2016
	Utiliser le module immobilisations du logiciel Tom2Pro	2016	UGP, CRA, BNCRA	En cours de mise en œuvre
	Ouvrir des comptes séparés pour les fonds de contrepartie	2016	CRA, BN/CRA	Réalisé Compte ouverts à la banque UBA
	Mobiliser l'intégralité de la contribution nationale annuelle	2016	UGP	Réalisé (50% de la contribution de l'Etat reçu)
	Doter les CRA et le BN/CRA d'un PPM	2016	CRA avec appui RAF UGP	En cours de mise en œuvre (pris en compte dans le PTBA 2017)
	Utiliser les possibilités de passation de marché à l'échelle régionale	2016	Tous les acteurs du Projet	Réalisé La passation de marchés au niveau régionale ont été réalisées notamment en ce qui concerne les puits maraicher, le petit matériel, la location des camions pour le transport des moellons ...)
	Organiser régulièrement des échanges/formations/recyclages avec l'ARMP à destination des acteurs des Projets FIDA	Tous les semestres	Bureau Pays FIDA	Non exécuté
Autres				

Appendice 4: État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)

	Indicateur	unité	service	Réalisé PTBA 2015	PTBA 2016			Progrès effectif global	Objectif fixé au moment de la préévaluation	Taux global
Sous-composante					Prévu	Réalisé	Proportion (%)			
COMPOSANTE I.-PETITS AMENAGEMENTS FONCIERS										
VOLET AMENAGEMENT	Aménagement de bas-fond									
	Superficies de bas-fond aménagé	ha		169	900	892	99.11%	1061	6000	17.68%
	Périmètre maraichers									
	Puits maraichers	unité	CRA	0	123	4	3.25%	4.0	2400	0.17%
	Petit matériel	ha	CRA	0	55	1	1.82%	1	600	0.001666667
	Kit micro-d'irrigation	ha	CRA	0	12	0	0	0	600	0
	CES/DRS									
	Superficie de cordons pierreux réalisée	ha	CRA	0	1600	1378.5	86.16%	1378.5	5500	25.06%
	Superficie de digue filtrante réalisée	ha	CRA	0	290	27	9.31%	27	3000	0.90%
	Nombre de boulis réalisé	unité	CRA	0	0	0		0	ND	
	Superficie de zaï réalisée	ha	CRA	0	1125	1023.05	90.94%	1023.05	5500	18.60%
	Superficie de demi-lune réalisée	ha	CRA	0	250	153	61.20%	153	5500	2.78%
	Récupération mécanisée									
	Superficie de terres récupérée par les techniques mécaniques et/ou biologiques	ha	UGP	0	500	172	34.40%	172	5000	3.44%
	Superficie de végétalisée	ha		0	500	172	34.40%	172	5000	3.44%
	Nombre de bénéficiaire par type d'aménagement et par Genre et classe d'âge		UGP					0		
	Renforcement des capacités									
	Nombre de contrat de PAMO signé	forfait	UGP	0	3	0	0.00%	0	6	0.00%
	Cellule aménagement									
	Nombre de mois de prise en charge du responsable de la cellule aménagement	h/mois	UGP	9	12	9	75.00%	18	96	18.75%
Nombre de mois de prise en charge des technicien GR	h/mois	UGP	0	36	10.5	29.17%	10.5	264	3.98%	

	Nombre de mois de prise en charge d'autre personnel	h/mois	UGP	0	0	0		0	180	0.00%
	Nombre de mois de prise en charge des Assistantes administratives	h/mois	UGP	0	0	0		0	192	0.00%
	Nombre de mois de prise en charge des chauffeurs	h/mois	UGP	8	12	9	75.00%	17	144	11.81%
	Nombre de véhicule pick-up4x4 acquis	unité	UGP	2	0	0		2	4	50.00%
	Nombre d'unités informatique	unité	UGP	1	3	0	0.00%	1	7	14.29%
	Equipement et matériel	unité	UGP	0	0	0	#DIV/0!	0	ND	
	Nombre d'Etude de capitalisation	étude	UGP	0	0	0	#DIV/0!	0	ND	
	Nombre d'appui technique	étude	UGP	0	2	2	100.00%	2	ND	
I.2.-VOLET FONCIER	Nombre de convention signée avec la DGFORMR	forfait	DGFORMR	0	1	1	100.00%	1	ND	
	Nombre de véhicule pick-up 4x4 acquis au profit de la DGFORMR	unité	DGFORMR	1	0	0		1	2	50.00%
	Nombre de commission foncière villageoise (CFV) formés	session	DGFORMR	0	0	0		0	25	0.00%
	Nombre d'appui formalités/concertation	forfait	DGFORMR	0	107	67	62.62%	67	ND	
	Observatoire de l'évolution des pratiques sociales en matière de foncier	forfait	ONF	0	1	1	100.00%	1	ND	
COMPOSANTE II.-INTENSIFICATION DES PETITES EXPLOITATION DES PETITES EXPLOITATIONS ET VALORISATION DE LEURS PRODUCTIONS										
SOUS-COMPOSANTE 1:RENFORCEMENT DE L'OFFRE DE SERVICES D'APPUI CONSEIL	Contrat d'appel à proposition									
	Nombre de contrat d'appui-conseils pour la diffusion de bonnes pratiques de gestion durable des terres	contrat	CRA	0	3	0	0.00%	0	42	0.00%
	Nombre de contrat de service d'appui-conseil à la gestion technico-économique	contrat	CRA	0	3	0	0.00%	0	42	0.00%
	Nombre de contrat de soutien au développement des réseaux d'acteurs thématiques	contrat	CRA	0	3	0	0.00%	0	57	0.00%
	Contrat PAMO MP									

	Nombre de contrat de PAMO-MP signé		CRA	0	9	0	0.00%	0	42	0.00%
	Bourse dotation d'intervention							0		
	Nombre d'enveloppe de bourse dotation	enveloppe	UGP	0	12	0	0.00%	0	96	0.00%
	Atelier de concertation sur le choix des thématiques d'appel à proposition									
	Nombre d'atelier de concertation sur le choix des des thématiques d'appel à proposition	unité	UGP	3	0	0	#DIV/0!	3	18	16.67%
	Atelier d'information pour le lancement des appels à proposition									
	Nombre d'atelier d'information pour le lancement des appels à proposition	session	UGP	0	3	3	100.00%	3	90	3.33%
	Sessions des comités techniques									
	Nombre de sessions des comités techniques	unité	CRA	0	9	3	33.33%	3	54	5.56%
	Atelier bilan									
	Nombre d'atelier bilan	unité	UGP	0	15	0	0.00%	0	120	0.00%
	Assistance technique									
	Nombre d'homme mois d'assistance technique	h/mois	UGP	0	1	1	100.00%	1	16	6.25%
SOUS-COMPOSANTE 2: APPUI AUX INITIATIVES LOCALES DE DEVELOPPEMENT DE LA PRODUCTION AGRICOLE, DE L'ELEVAGE OU DE LA VALORISATION DES RESSOURCES NATURELLES	Fonds d'appui aux initiatives paysannes/appui à la mise en œuvre du fonds	forfait	UGP	0	300 000 000	144 110 320	48.04%	144 110 320	4 300 000 000	3.35%
	Nombre d'atelier initiaux d'information /sensibilisation	session	CRA	12	0	0		12	12	100.00%
	Nombre d'émission radio	an	CRA	12	36	15	41.67%	27	288	9.38%
	Nombre de film Vidéo réalisé et diffusé	an	UGP	0	1	0	0.00%	0	4	0.00%
	Nombre de session de formation des membres des comités d'évaluation	session	CRA	14	15	7	46.67%	21	120	17.50%
	Nombre de réunion des comités d'évaluation	session	CRA	0	30	7	23.33%	7	210	3.33%

	Nombre de session d'animation	Session	CRA	0	3	3	100.00%	3	32	9.38%
	Nombre de visite d'échanges entre CPP et CAP	visite	CRA	2	0	0	#DIV/0!	2	16	12.50%
	Base de données CRA-micro-projet (mise à jour et maintenance)	forfait	CRA	0	1	0	0.00%	0	8	0.00%
	Nombre d'enquête d'évaluation externe	enquête	UGP	0	0	0	#DIV/0!	0	8	0.00%
	Nombre de mission d'appui technique	unité	UGP	0	1	1	100.00%	1	3	33.33%
	Cellule Economie agricole									
	Nombre de mois de prise en charge du Responsable cellule	h/mois	UGP	9	12	9	75.00%	18	96	18.75%
	Nombre de mois de prise en charge des Techniciens	h/mois	UGP	0	24	6.5	27.08%	6.5	264	2.46%
	Nombre de mois de prise en charge des autres personnels	h/mois	UGP	0	0	0		0	180	0.00%
	Nombre de mois de prise en charge des Assistantes administratives	h/mois	UGP	0	0	0		0	192	0.00%
	Nombre de mois de prise en charge des chauffeurs	h/mois	UGP	8	12	9	75.00%	17	144	11.81%
	Nombre de véhicule pick-up acquis	unité	UGP	2	0	0		2	4	50.00%
	Informatique									
	Nombre d'équipement et matériel	Unité	UGP	1			#DIV/0!	1	ND	
COMPOSANTE III.-STRUCTURATION DES ACTEURS ET LEUR MISE EN RESEAUX										
SOUS-COMPOSANTE 1:RENFORCEMENT DES CAPACITES DES POPULATIONS CIBLES,DES ORGANISATIONS RURALES ET DES ELUS LOCAUX	Alphabétisation									
	Nombre de session	Session	CRA	0	258	0	0.00%	0	1635	0.00%
	Nombre de Personne ressource FTS	session	CRA	0	258	0	0.00%	0	1635	0.00%
	Nombre de bibliothèques ambulantes équipées	forfait	CRA	0	12	0	0.00%	0	24	0.00%
	Nombre d'atelier bilan annuel	session	CRA	0	3	0	0.00%	0	24	0.00%
	Nombre de session d'évaluation tenue	session	CRA	0	0	0	#DIV/0!	0	3	0.00%
	IEC									

	Nombre de stratégie élaborée	forfait	CRA	0	1	0	0.00%	0	2	0.00%
	Nombre de module conçu	forfait	CRA	0	1	0	0.00%	0	8	0.00%
	Nombre d'opérateur formé	forfait	CRA	0	3	0	0.00%	0	21	0.00%
	Nombre de formation suivi point focaux	forfait	CRA	0		0	#DIV/0!	0	ND	
	Nombre de matériel pédagogique	forfait	CRA	0		0	#DIV/0!	0	860	0.00%
	Nombre d'atelier bilan organisé	unité	CRA	0	3	0	0.00%	0	24	0.00%
	Nombre de session d'évaluation tenue	session	CRA	0	0	0	#DIV/0!	0	3	0.00%
	Formation CVD									
	Nombre de CVD formé en formation initiale	CVD	CRA	0	120	0	0.00%	0	250	0.00%
	Nombre de kit bureau	kit	CRA	0	120	0	0.00%	0	250	0.00%
	Nombre de recyclage	unité	CRA	0	0	0	#DIV/0!	0	250	0.00%
SOUS-COMPOSANTE 2: APPUI INSTITUTIONNEL AUX CHAMBRES REGIONALES D'AGRICULTURES (CRA)	Renforcement des capacités des CRA									
	Nombre de véhicule pick-up 4x4	unité	UGP	3	0	0	#DIV/0!	3	6	50.00%
	Nombre de poste informatique	unité	CRA	9	0	0	#DIV/0!	9	16	56.25%
	Matériel et mobilier (bureau et communication)	Unité	CRA	24	0	0	#DIV/0!	24	6	400.00%
	Nombre de contrat de formation de technicien	Unité	CRA	1	12	0	0.00%	1	8	12.50%
SOUS-COMPOSANTE 2: APPUI INSTITUTIONNEL AUX CHAMBRES REGIONALES D'AGRICULTURES (CRA)	Fonctionnement technicien (fourniture et véhicule)	contrat	CRA	0			#DIV/0!	0	72	0.00%
	Nombre Cadre techniques	h/an	CRA	0	9	9	100.00%	9	72	12.50%
	Nombre de cadre technique pris en charge annuellement	h/an	CRA	0	9	9	100.00%	9	30	30.00%
	Nombre de chauffeur pris en charge annuellement	h/an	CRA	0	3	3	100.00%	3	24	12.50%
	Animateurs Provinciaux									0
	Nombre de véhicule pick-up 4x4	u	CRA	12	0	0		12	24	50.00%
	Nombre de poste informatique	u	CRA	24	0	0		24	48	50.00%
	Matériel et mobilier (bureau et communication)	unité	CRA	24			0.00%	24	12	200.00%

	Fonctionnement technicien (fourniture et véhicule)	contrat	CRA	0			0.00%	0	96	0.00%
	Cadre technicien	h/an	CRA	18	24	24	100.00%	42	192	21.88%
	Chauffeur	h/an	CRA	4	12	12	100.00%	16	96	16.67%
	Inter coopération entre CRA									
	Nombre de session d'inter coopération entre CRA	session	CRA	0	0	0	#DIV/0!	0	24	0.00%
	Renforcement, administration et finance									
	Gestionnaire	personne	BN/CRA	0	1	1	100.00%	1	24	4.17%
	Contrôleur de gestion	personne	BN/CRA	0	1	1	100.00%	1	8	12.50%
	Appui en gestion Marché	personne	BN/CRA	0	0	0	#DIV/0!	0	8	0.00%
	Nombre de licence Licence Tompro acquis	unité	BN/CRA	0	4	4	100.00%	4	4	100.00%
	Assistance et paramétrage	forfait	Bn/cra	0	1	1	100.00%	1	8	12.50%
	Nombre de formation recyclage/comptable	forfait	BN/CRA	0	1	1	100.00%	1	8	12.50%
	Nombre de formation recyclage/élus/cadres	forfait	BN/CRA	0			#DIV/0!	0	24	0.00%
	Nombre d'Etude (manuel procédure)	forfait	BN/CRA	1	1	1	100.00%	2	8	25.00%
	Nombre d'Equipement informatique	unité	BN/CRA	2			#DIV/0!	2	16	12.50%
	Matériel et mobilier	unité	BN/CRA	3			#DIV/0!	3	4	75.00%
	Nombre d'audit réalisé	audit	BN/CRA	0	1	1	100.00%	1	8	12.50%
SOUS-COMPOSANTE 3: APPUI INSTITUTIONNEL AUX DIRECTIONS REGIONALES (D)	Nombre de véhicule pick-up 4x4 double cabine acquis	unité	DR	9	0	0		9	36	25.00%
	Nombre de motos acquis	unité	DR	0	36	0	0.00%	0	72	0.00%
	Nombre de poste informatiques acquis	unité	DR	0	9	0	0.00%	0	36	0.00%
	Matériel mobilier de bureau (communication)	unité	DR	0	9	0	0.00%	0	18	0.00%
	Nombre de contrat de formation /recyclage	contrat	DR	0	0	0	#DIV/0!	0	8	0.00%
	Nombre d'opération	forfait	DR	0	9	9	100.00%	9	18	50.00%
COMPOSANTE IV.-GESTION, ADMINISTRATION ET SUIVI-EVALUATION										
GESTION ET	Personnel UGP									

ADMINISTRATION DU PROJET	Nombre de mois de prise ne charge du Coordonnateur	h/mois	UGP	12	12	9	75.00%	21	96	21.88%
	Nombre de mois de prise en charge du RAF	h/mois	UGP	12	12	9	75.00%	21	96	21.88%
	Nombre de mois de prise en charge des comptables	h/mois	UGP	17	24	18	75.00%	35	UGP	
	Nombre de mois de prise en charge des assistantes	h/mois	UGP	18	24	18	75.00%	36	UGP	
	Nombre de mois de prise en charge des chauffeurs	h/mois	UGP	8	24	18	75.00%	26	UGP	
	Nombre de mois de prise en charge du RSE	h/mois	UGP	12	12	9	75.00%	21	UGP	
	Nombre de mois de prise en charge de l'Informaticien	h/mois	UGP	0	12	4	33.33%	4	96	4.17%
SUIVI-EVALUATION	Nombre d'enquête socio-économique de base réalisé	Forfait	UGP	1	0	0		1	2	50.00%
	Nombre d'enquête SYGRI réalisé	Forfait	UGP	1	0	0		1	3	33.33%
	Nombre d'enquête thématique réalisée	Forfait	UGP	0	0	0		0	16	0.00%
	Nombre de base de données développée	Forfait	UGP	0	1	0	0.00%	0	1	0.00%
	Maintenance base de données	forfait	UGP	0	0	0		0	8	0.00%

Appendice 5: Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie

Tableau 5A: Performance financière par bailleur de fonds au 30/08/2016

Financier	Approuvé ('000 USD)	Effectif ('000 USD)	Déboursements ('000 USD) (1)	Déboursements en %
DON FIDA n°IDSF-8111-BF	52 818	52 818	1 983	3,75%
DON FIDA n°IDSF-8111A-BF	15 391	15 391	585	3,80%
PRET FIDA n°IDSF-895-BF	15 392	15 392	585	3,80%
Gouvernement	23 867	23 867	3 247,56	13,61%
Bénéficiaires	5 829	5 829	0	0,00%
Total	113 297	113 297	6 401	5,65%

Tableau 5B: Réalisation Financière par composante au 30/08/2016 (en milliers de USD)

Composante	Financement FIDA			Gouvernement			Bénéficiaires			Total		
	Pré-évaluation	Réalisé effective	%	Pré-évaluation	Réalisé effective	%	Pré-évaluation	Réalisé effective	%	Pré-évaluation	Réalisé effective	%
Petits Aménagements Fonciers Villageois	37 511	1 164	3%	10 725	450	4%	4 536	0%		52 772	1613,79	3%
Intensification des petites exploitations et valorisation	23 710	362	2%	6 745	258	4%				30 455	620,60	2%
Structuration des acteurs et mise en réseaux	16 923	1 487	9%	4 839	371	8%	1 293	0%		23 055	1858,61	8%
Gestion du Projet et Suivi-Evaluation	5 456	1 005	18%	1 558	715	46%				7 014	1720,30	25%
	83 600	4018,27	5%	23 867	1 795	8%	5 829	0%		113 296	5813,30	5%

Tableau 5CA: Décaissements Don FIDA n° I-DSF-8111-BF (en DTS, au 30/08/2016)

Catégorie/Description	Montant Initial Alloué	Décaissements	Solde	Décaissements en % (*)	DRF en instance**	solde prévisionnel au 31/08/2016	% décaissement
Génie Civil	10 650 000,00		10 650 000,00	0,00%		10 650 000,00	0,00%
Equipements et matériels	1 150 000,00	464 583,40	685 416,60	40,40%	27 351,02	658 065,58	42,78%
Services	13 600 000,00	122 902,44	13 477 097,56	0,90%	253 706,19	13 223 391,37	2,77%
Fonds d'Appui	2 560 000,00		2 560 000,00	0,00%		2 560 000,00	0,00%
Salaires et indemnités	1 350 000,00	97 631,80	1 252 368,20	7,23%	142 746,44	1 109 621,76	17,81%
Fonctionnement	960 000,00	39 308,57	920 691,43	4,09%	102 042,36	818 649,07	14,72%
Non alloués	2 930 000,00		2 930 000,00	0,00%		2 930 000,00	0,00%
Dépôt initial		653 054,40	-653 054,40			-653 054,40	
Dépôt complémentaire		0,00	0,00		653 054,40	0,00	
Total	33 200 000,00	1 377 480,61	31 822 519,39	4,15%	1 178 900,41	31 296 673,38	7,70%

Figure 1: Décaissement au titre du Don FIDA: comparaison entre les allocations initiales et révisées et les décaissements effectifs

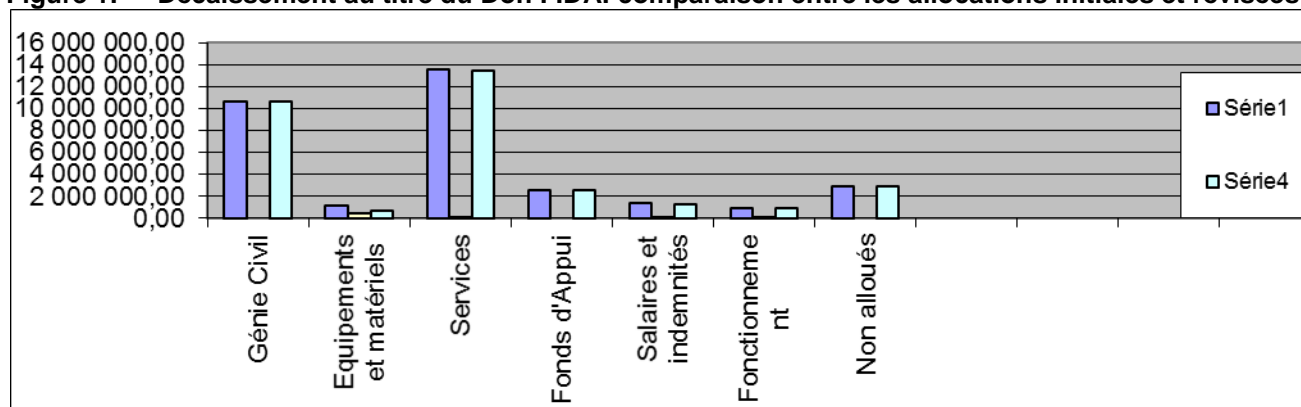
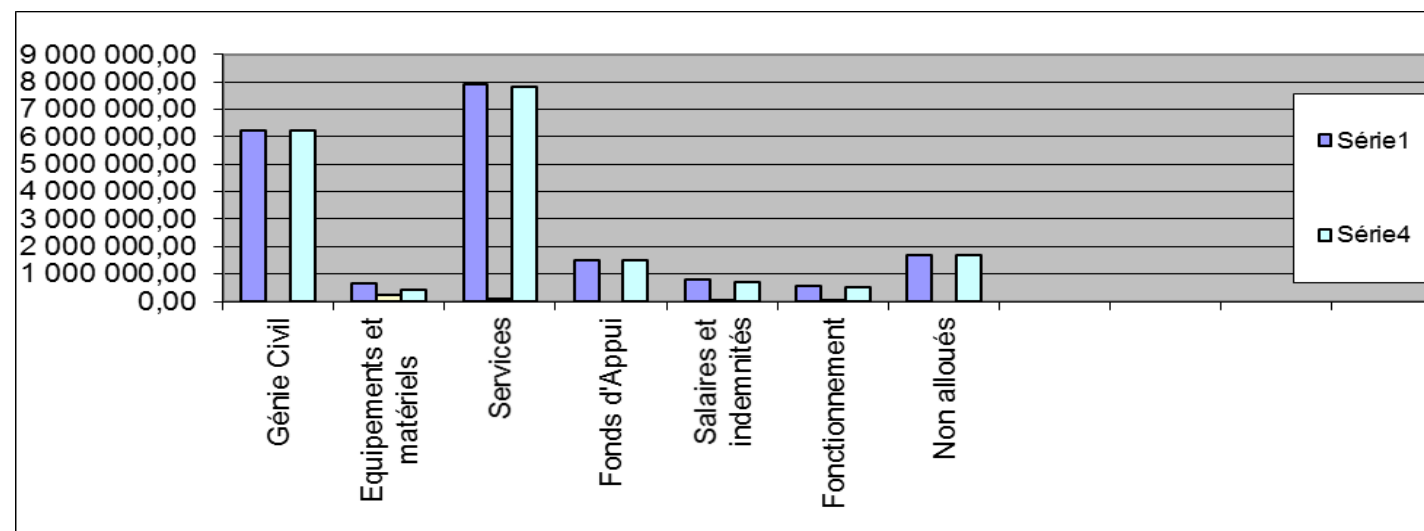


Tableau 5CB: Décaissements Prêt/Don FIDA (en DTS, au 30/08/2016)

Catégorie/Description	Montant Initial Alloué	Décaissements	Solde	Décaissements en % (*)	solde prévisionnel au 31/08/2016	% décaissement
Génie Civil	6 210 000,00		6 210 000,00	0,00%	6 210 000,00	0,00%
Equipements et matériels	670 000,00	234 908,00	435 092,00	35,06%	435 092,00	35,06%
Services	7 930 000,00	89 092,82	7 840 907,18	1,12%	7 840 907,18	1,12%
Fonds d'Appui	1 500 000,00		1 500 000,00	0,00%	1 500 000,00	0,00%
Salaires et indemnités	790 000,00	68 324,50	721 675,50	8,65%	721 675,50	8,65%
Fonctionnement	550 000,00	29 368,58	520 631,42	5,34%	520 631,42	5,34%
Non alloués	1 700 000,00		1 700 000,00	0,00%	1 700 000,00	0,00%
Dépôt initial		391 832,64	-391 832,64		-391 832,64	
Dépôt complémentaire		0,00	0,00		0,00	
Total	19 350 000,00	813 526,54	18 536 473,46	4,20%	18 536 473,46	4,20%

Figure 2: Décaissement au titre du Prêt/Don FIDA: comparaison entre les allocations initiales et révisées et les décaissements effectifs

Appendice 6: Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement

Section	Disposition	Date butoire de l'action/objectif	Niveau d'exécution/date	Observations
Section 4.02	L'UCP doit ouvrir et administrer un compte de projet (en...); le gouvernement dépose un montant initial équivalant à ??? USD	Entrée en vigueur	exécuté	
Section 4.02	Le gouvernement doit reconstituer le compte de prêt un trimestre à l'avance	Entrée en vigueur	exécuté	
Section 4.03	La passation des marchés de biens, travaux et services doit être réalisée conformément à la procédure indiquée à l'annexe 3	continu	exécuté	
Section 4.04	L'assurance pour les véhicules, l'équipement et les travaux de génie civil doit être financée grâce aux fonds du prêt, dans le respect de saines pratiques commerciales	continu	exécuté	
Section 4.05, section 11.10(b)	Le rapport d'audit doit être présenté au FIDA	30 juin de l'année suivant l'exercice	exécuté	Rapport d'audit transmis le 30 juin au FIDA
Section 4.06	Les rapports sur l'état d'avancement doivent être présentés au FIDA sur une base trimestrielle	trimestriellement	exécuté	Rapports trimestriels et semestriel transmis, rapport du troisième trimestre en cours d'élaboration
Section 7.09 paragraphe bi), bii)	Le PTBA doit être présenté au Fonds pour examen et commentaires 60 jours avant le début de l'année	annuellement	exécuté	PTBA 2016 approuvé par le Fonds le 21 janvier 2016
Section 8.04	Un examen à mi-parcours doit être conjointement effectué par l'Emprunteur et le FIDA	2017/2018	Prévu	
Section 11.02	Remboursement des fonds utilisés pour payer des impôts excessifs	continu	exécuté	Pas d'observation particulière

Appendice 7: Gestion des savoirs: apprentissage et innovation

Apprentissage

Les paysans aménagistes / facilitateurs sont des paysans « modèles » qui ont reçu de la part du projet, une formation pratique sur les techniques de mise en œuvre des aménagements CES/DRS. L'utilisation de ces paysans pour l'accompagnement des bénéficiaires à la réalisation des ouvrages représente d'une part un apprentissage pour eux-mêmes et d'autre part cela facilite un accompagnement de proximité rendant ainsi les techniques plus accessibles et un transfert de compétences plus optimisé.

Innovation: décrire toute innovation intéressante notée lors de la supervision

Pour le projet Neer-Tamba, la promotion de l'innovation locale constitue une priorité, ainsi en 2016, le projet s'est inscrit dans une démarche prospective des innovations locales susceptibles d'améliorer durablement l'autonomie économique des populations cibles. Pour ce faire, un guide méthodologique pour la prise en compte de l'innovation locale a été élaboré en collaboration avec AGRINOVIA et en partenariat avec les institutions de recherche, les services techniques de l'Etat, les CRA et les organisations rurales. Ce guide s'inspire fortement des expériences du Projet de Promotion de L'Initiative Locale pour le Développement d'Aguié (PPILDA) au Niger financé par le FIDA. Les grandes séquences prévoient: (i) le partage de l'esprit de l'approche, les autodiagnostic villageois et la planification des activités, (ii) le repérage et la caractérisation des initiatives et innovations locales, (iii) la mise au point des innovations (expérimentation), (iv) l'auto-évaluation (co-validation), (v) la socialisation des innovations, (vi) la capitalisation, (vii) la diffusion et l'évaluation de l'adoption. Le processus sera piloté en 2017 par les équipes régionales (CRA, DRAAH, DRRH, DREEVCC et DRREA) et progressivement pris en charge par les prestataires d'appui conseil en cours de recrutement.

Appendice 8: Carte des visites de terrain

